

**2020
75^e ANNIVERSAIRE
DE LA VICTOIRE
SUR LES
FASCISMES**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1357-1358-1359-Octobre-Novembre-Décembre 2020

FIN 1945 : L'ESPERANCE D'UN MONDE MEILLEUR...



**FOOD AND
AGRICULTURAL
ORGANIZATION
OF THE UNITED
NATIONS**



**UNITED NATIONS
EDUCATIONAL
SCIENTIFIC AND
CULTURAL
ORGANIZATION**



**UNITED NATIONS
INTERNATIONAL
CHILDREN'S
EMERGENCY
FUND**

La capitulation de l'Allemagne nazie, actée par sa signature les 7 et 8 mai 1945 à Reims et Berlin, et celle du Japon le 2 septembre 1945, qui avaient été précédées en septembre 1943 par celle de l'Italie fasciste, avaient mis un terme au plus sanglant et destructeur conflit de l'Histoire.

Le bilan humain du conflit fut effroyable : avec une approximation en elle-même effrayante, car concernant la vie et la mort de millions de personnes, il fut estimé à entre 50 et 60 millions de morts, dont entre 18 et 25 millions de militaires ; les autres étant des civils, c'est-à-dire des hommes, des femmes et des enfants ; les blessés, des moins touchés aux gravement mutilés, se comptant aussi par millions. Plus de 20 millions de personnes furent déplacées volontairement ou non.

Quant au bilan matériel... Des villes entières – de Varsovie ou Rotterdam au début du conflit, à Hiroshima et Nagasaki à sa fin – furent quasi ou totalement rasées. Et furent détruits des centaines et centaines de milliers d'habitations, de bâtiments collectifs, administratifs, d'enseignement et sanitaires, d'installations industrielles, minières, ferroviaires, portuaires, routières, de ponts, d'équipements (locomotives, wagons, camions, navires...) de kilomètres de voies ferrées... Ce qui affectera de longues années encore après la guerre l'économie et la vie des populations.

La préoccupation première va donc être de mettre en place un mécanisme de sécurité collective censé désamorcer ou résoudre les conflits avant qu'ils n'éclatent militairement, à tout le moins les éteindre au plus vite. Ainsi naîtra le 24 octobre 1945 l'Organisation des Nations-Unies, l'O.N.U.

Mais s'impose aussi de répondre à la sécurité de vie de ses populations, notamment des plus fragiles, tels les enfants, qui ont été des victimes privilégiées du conflit qui vient de s'éteindre, à leurs besoins de santé, de culture.

Des institutions spécialisées de l'O.N.U. vont ainsi naître à la fin 1945 et en 1946. Ce sera dès octobre 1945 l'«Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture», la F.A.O., au rôle essentiel dans un monde qui, dans la première moitié du 20^e siècle, a connu des famines ayant fait plus de 50 millions de victimes, en Chine, en Inde, en Russie et URSS, au Maroc, au Vietnam, en Grèce... Puis naîtront l'«Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture» (UNESCO), le «Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance» (UNICEF), l'«Organisation Mondiale de la Santé» (OMS), qui poursuivent leur action aujourd'hui.

HOMMAGE AU COLONEL FABIEN



Comme chaque année au cimetière du Père-Lachaise, lieu de leur sépulture, l'ANACR a rendu hommage au colonel Fabien et à ses compagnons, le colonel Dax (Marcel Paimpaud), les capitaines Lebon, Katz, Blanco et Giberte Lavaire (Nicole), tués à Habsheim par l'explosion d'une mine le 27 décembre 1944.

Les contraintes sanitaires imposées ont limité en cette fin 2020 à six personnes les participants à la cérémonie, qui rassembla Jacques Varin, secrétaire général de l'ANACR, lequel évoqua la vie et le combat de Fabien, Christiane Tardif, membre du Bureau national, Jean-Louis Cortot, membre du Conseil National et secrétaire général du Comité de Paris, Carmen Sanchez, du Comité de Seine-Saint-Denis de l'ANACR, ainsi que Pascal Gabay, membre du Bureau National de l'A.C.E.R. et Claude Hess, représentant l'Amicale du 15-1, le régiment de Fabien.

Puis tous se rendirent sur la sépulture proche de Pierre Villon, vice-président du CNR, Président du Comac et ancien Président de l'ANACR.

Jacques Varin, Christiane Tardif, Jean-Louis Cortot et Carmen Sanchez allèrent ensuite se recueillir sur celle de Louis Cortot.

SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR

Association Nationale des
Anciens Combattants et Amis(e)s
de la Résistance (A.N.A.C.R.)

**BON de SOUTIEN
- 2020 -**

Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro du 1^{er} trimestre 2021 du «Journal de la Résistance - France d'Abord»



**Donner à l'ANACR
les moyens de vivre
et de lutter
pour les idéaux
de la Résistance !**

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien 2020, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme. Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **27 février 2021**.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : La Résistance en deuil
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Le Réseau Comète
- P. 6-7 : Héros de la Résistance
- P. 8 : Une photographe résistante
- P. 9 à 16 : 1940-1944, le Front des côtes de France
- P. 17 à 21 : La Résistance bosniaque
- P. 22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les Livres

DANIEL CORDIER

Disparu centenaire le 20 novembre 2020, Daniel Cordier, Compagnon de la Libération et Grand'croix de la Légion d'honneur, était né Daniel Bouyou le 10 août 1920 à Bordeaux, fils de René Gouyou, un négociant en commerce de café, dont sa mère, Jeanne Gauthier, d'une riche famille de négociants, divorcera en 1925, avant de se remarier deux ans plus tard avec Charles Cordier, du même milieu social ; Daniel – qui fera des études dans des établissements catholiques – sera confié à la garde de son père.

Pour autant, il sera fortement influencé par son beau-père, ancien de Verdun où il fut gazé, royaliste et antisémite. Ainsi, il rejoindra l'«Action Française» de Charles Maurras, dont il vendra le journal, militera à 14 ans aux «Camelots du Roi» et fondera à Bordeaux le «Cercle Charles Maurras».

Partageant l'hostilité de ses mentors – familial (il adoptera à la fin de l'adolescence le patronyme de son beau-père) et politique – à l'égard du Front populaire et de la République, à qui il attribue la responsabilité de la débâcle que la France connaît en mai-juin 1940, il vit avec espoir, alors qu'il attend à Bayonne son ordre de mobilisation, l'arrivée de Pétain au pouvoir.

Sa déception – Pétain, «le vainqueur de Verdun», ainsi que l'appellent ses laudateurs, n'exhorte pas à la lutte contre l'envahisseur, mais au contraire demande de la cesser – va être à la mesure de cet espoir. Et Daniel Cordier va faire le choix de poursuivre le combat : il embarque à Bayonne le 21 juin 1940 sur un cargo belge – le *Léopold II* – qui devait rallier l'Algérie, mais qui, le gouvernement français ayant abandonné l'idée de s'y replier, et ayant à son bord de nombreux Polonais cherchant à rejoindre l'Angleterre, va mettre le cap sur le port de Falmouth au sud des Cornouailles.

Le 28 juin 1940, avec d'autres jeunes ayant tous fait le choix de poursuivre le combat, il rejoint Londres et s'y engage dans la «Légion française», embryon des «Forces Françaises Libres» (FFL) qui se constituent à la suite de l'Appel du 18 juin du général de Gaulle.

Au sein des FFL, où il rencontre certes des hommes de droite mais aussi des radicaux, des socialistes, des communistes, quelques royalistes mais bien plus de républicains, des catholiques mais aussi des protestants et des juifs, des athées, la réalité que constitue cette diversité des patriotes interpelle ses convictions, qui vont évoluer : dans une lettre qu'il lui adresse en décembre 1941, Daniel Cordier rompra définitivement avec Charles Maurras, rallié au régime pétainiste.

Tout d'abord affecté à son arrivée en Angleterre à un bataillon de chasseurs en formation, Daniel Cordier obtiendra à l'issue de sa formation le grade de lieutenant. Pour autant, alors qu'il aspirait à participer au combat armé, que menaient d'autres Français libres, notamment sur des fronts d'Afrique (Erythrée, Libye...) et du Levant, il va être affecté au «Bureau Central de Renseignement et d'Action» (BCRA), le service de renseignement de la France Libre ; et durant un an recevra dans les écoles de l'*Intelligence Service* une formation d'opérateur radio, de sabotage, de parachutiste...

Le 26 juillet 1942, il est – sous le nom de code de *B.I.P.W* – parachuté près de Montluçon et gagne Lyon, pour servir de radio et secrétaire à Georges Bidault, qu'il avait connu à son arrivée à Londres et qui, revenu en France, est le chef du «Bureau d'Information et de Presse» (BIP), l'agence de presse clandestine de la Résistance.

Présenté le 1^{er} août à «Rex», alias Jean Moulin, représentant en France du général de Gaulle et délégué du Comité National Français, celui-ci lui demande de devenir son secrétaire ; et de mettre en place un secrétariat, qu'intégreront notamment Laure Diébold, Hugues Limonti...

Auprès de Jean Moulin, dans cette période cruciale où il œuvre au rassemblement de toutes les forces de la Résistance, en surmontant sensibilités politiques différentes, divergences quant aux formes et stratégies de lutte, rivalités de mouvements, susceptibilités personnelles, Daniel Cordier – «Alain» – va être associé à la préparation de la réunion constitutive du Conseil National de la Résistance, le 27 mai 1943.



À gauche : Daniel Cordier à Lyon, en 1942.

Ce succès historique sera suivi d'un grand drame, l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, et sa mort le 8 juillet suivant.

Resté à son poste jusqu'au 21 mars 1944 auprès de Claude Bouchinet-Séreulles, successeur par intérim de Jean Moulin, Daniel Cordier, alors traqué par la Gestapo, franchit les Pyrénées et, après avoir connu l'internement en Espagne, retourne à Londres fin mai 1944 ; il y sera nommé chef de la section de parachutage du BCRA. La Libération intervenue, il sera – jusqu'en janvier 1946 – chef de cabinet du colonel Passy, dirigeant de la «Direction Générale des Etudes et Recherches (DGER)».

Jean Moulin – à qui il vouera jusqu'à ses derniers jours une immense admiration – aura profondément marqué Daniel Cordier, venu de l'extrême-droite antisémite, et devenu, pour une large part à son contact, un humaniste et un démocrate. Et il l'aura initié à la peinture et à ses grands maîtres, suscitant une vocation qui fera de lui un galeriste d'art réputé à Paris et New-York.

À la retraite, il deviendra un historien reconnu, en premier lieu pour faire justice de calomnies proférées à l'encontre de Jean Moulin, dont il réalisera une monumentale biographie : «*Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*». Et a laissé un précieux témoignage autobiographique : «*Alias Caracalla : mémoires 1939-1943*».

HOMMAGE A DANIEL CORDIER

C'est avec une profonde émotion et une grande tristesse que nous avons appris la disparition ce 20 novembre de Daniel Cordier, Compagnon de la Libération, qui fut le secrétaire de Jean Moulin de juillet 1942 à son arrestation le 21 juin 1943. Et auquel «Max» accorda toute sa confiance, sur lequel il s'appuya dans cette période cruciale pour la Résistance que fut celle de la mise en place, non sans difficultés, d'un Conseil National de la Résistance ; dont la première réunion – à la préparation et sécurisation de laquelle il prit physiquement part – se tint le 27 mai 1943 à Paris.

Daniel Cordier, ce fut, jusqu'à ses derniers jours, l'homme de la fidélité à la mémoire de Jean Moulin, dont il devint, en historien rigoureux, le narrateur magistral de la vie et de l'action, en en restituant les valeurs qui l'habitèrent et le motivèrent, le rôle majeur qui fut le sien.

Daniel Cordier, ce fut aussi le symbole de cette diversité des raisons d'engagement qui conduisirent des femmes et des hommes, des jeunes et des bien moins jeunes, venus d'horizons philosophiques et de milieux sociologiques différents, à entrer en résistance, à rejoindre la résistance. Laquelle, au fil des mois et des années, dans les rangs de la France Libre et dans la clandestinité sur le sol national, des débuts de l'Occupation à la Libération, fit, et pour sa vie entière, du jeune maurrassien de droite extrême qu'il était en 1940 un républicain, défenseur des valeurs de solidarité, d'humanisme et de démocratie qu'exprima, publié le 15 mars 1944, le Programme du Conseil National de la Résistance.

Une grande voix de la Résistance s'est éteinte ce 20 novembre, mais son écho, porté par ses nombreux livres, ses centaines d'entretiens écrits et audiovisuels, continuera longtemps d'être audible. L'ANACR, qui s'incline avec respect devant la mémoire de Daniel Cordier, s'en fera le relais vers les jeunes générations.

Paris, le 20 novembre 2020

Le Bureau national de l'ANACR

EN CES TEMPS DIFFICILES, LE RÔLE DES ASSOCIATIONS

En cette fin 2020, il serait difficile de ne pas parler de la pandémie de coronavirus Covid-19 qui a frappé la France, comme, à des stades divers de son extension, la quasi-totalité des pays du Monde : ses méfaits se poursuivent et ses effets risquent d'être durables pour longtemps.

Nos pensées vont tout naturellement à celles et ceux qui nous sont proches et que la maladie nous a enlevés : membres de notre famille, ami(e)s, camarades de l'ANACR, dont des ancien(ne)s Résistant(e)s. Elles vont aussi à leurs familles dont nous partageons la peine, à toutes les familles qui, dans notre pays et au-delà, ont été endeuillées.

Ayant trop souvent été dramatique sur le plan personnel, la pandémie de Covid-19 a gravement affecté notre vie personnelle, familiale, sociale, professionnelle, culturelle, sportive, ainsi que la vie économique, les ressources des entreprises, celles des familles. Les plus pauvres étant, avec les précaires, les retraités, les étudiants, les chômeurs, les sans-papiers..., parmi les catégories les plus durement touchées.

Bien qu'elles se soient faites au fil des semaines de plus en plus rares dans les discours officiels et les médias, alors même que s'accroissait le besoin de solidarité consécutif à la persistance de mesures (confinement, fermeture de magasins, d'équipements socio-culturels et sportifs, chômage partiel...) nécessaires à la lutte contre la pandémie et ses conséquences, les références au modèle social mis en place à la Libération à partir du Programme du CNR (sécurité sociale, assurance chômage, retraite, services publics...), présentes au printemps dans de nombreuses interventions jusques et y compris dans celles du Chef de l'Etat, restent d'une totale pertinence. Pour le présent et pour l'avenir.

Le Monde associatif a été – et est – aussi très impacté par l'épreuve que nous vivons, par les interdictions ou limitations de participation aux réunions, internes ou publiques ; ce qui affecte la vie démocratique des Associations mais aussi leur rôle lui aussi démocratique de lien social, et entrave la réalisation de leur mission.

Si l'ANACR et ses comités locaux et départementaux ont pu, en cette année de 75^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme, et malgré les restrictions, contribuer au maintien des cérémonies patriotiques la célébrant ou les organiser, ils n'ont pu – sauf au tout début de l'année – organiser les conférences ou les expositions, faire dans les collèges et les lycées les interventions habituelles dans le cadre du Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Or, passer la mémoire de ce que furent les combats auxquels participèrent les vainqueurs du 8 mai 1945 – les armées alliées et les peuples entrés en Résistance durant les occupations fascistes et nazie – et surtout de ce que fut le sens profond, démocratique et humaniste, de leur combat face à la dictature et la barbarie génocidaire n'est pas qu'un devoir à l'égard de ceux qui le menèrent, souvent jusqu'au sacrifice suprême. C'est aussi une nécessité dans un monde qui, dans ce premier quart du XXI^e siècle, connaît toujours des dictatures sanglantes, l'esclavagisme, la torture, la négation des droits démocratiques et nationaux des peuples, les ethnocides culturels délibérés et les épurations ethniques, les guerres d'agression, le risque de conflits majeurs.

Sur tous les continents y compris le nôtre, dans de nombreux pays y compris la France, qu'elles fassent ou non référence aux mouvements fascistes de l'entre-deux guerres du XX^e siècle mais qui s'en font potentiellement les continuateurs par leurs discours autoritaires qu'ils cachent sous un habillage sécuritaire, par leur démagogie xénophobe sous laquelle pointe le racisme, des forces politiques dangereuses recueillent par leur démagogie, dans un contexte de crise économique, sociale, politique et morale, une adhésion populaire grandissante qui ne peut qu'inquiéter. D'autant plus que la crise sanitaire que le monde connaît est un contexte favorable au populisme, notamment complotiste.

La nécessité de lutter avec détermination contre le terrorisme, qui est une barbarie à l'encontre des populations civiles, attentatoire à la vie, à la culture, aux libertés et qui, bien que cela soit souvent le cas, n'est pas seulement que d'inspiration religieuse dévoyée, celle de combattre aussi de manière conséquente la pandémie qui nous frappe, peuvent impliquer des mesures d'urgence restrictives de libertés, mais qui ne peuvent qu'être temporaires car, si elles cessaient de l'être, elles seraient attentatoires à la démocratie.

Avec les Partis politiques qui, selon le texte de la Constitution de la V^e République, «concourent à l'expression du suffrage», avec les syndicats qui expriment et défendent les intérêts des diverses couches sociales, les Associations, dans leur grande diversité, par leur nature et leur action, qui ne se confond pas avec celle des partis et syndicats, et par l'engagement citoyen qu'elles permettent, ont un rôle important dans la vie démocratique et citoyenne, que le contexte sanitaire actuel ne doit pas escamoter. Un rôle que l'ANACR, avec la spécificité que lui confère sa fondation à la Libération par les Résistant(e)s et le caractère pluraliste qu'ils et elles lui ont donné, entend mener pour faire vivre de nos jours, qui en ont bien besoin, les valeurs de la Résistance qui sont celles de la République.

Pierre Martin, Président de l'ANACR

EN CETTE FIN D'ANNÉE 2020

LE BUREAU NATIONAL DE
L'ANACR

ET LA DIRECTION DU
JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

PRÉSENTENT
À TOUTES ET TOUS
LEURS

MEILLEURS VŒUX
POUR L'ANNÉE 2021

LE RÉSEAU COMÈTE

L'issue de l'offensive de la Wehrmacht à l'Ouest le 10 mai 1940 va associer pendant près de cinq ans le sort de la France et de la Belgique, des peuples français et belge.

Dès son début, des armées françaises – que viendront épauler des troupes britanniques – sont entrées en Belgique pour porter secours à l'armée belge. Cela ne suffira pas à arrêter cette offensive sur le sol belge ; ce qui conduira le gouvernement et le parlement belge à se replier le 19 mai en France. D'abord à Sainte-Adresse près du Havre puis, à partir du 23 mai à Poitiers (gouvernement) et Limoges (parlement) avant, l'armée allemande avançant, de s'installer près de Bordeaux, à Sauveterre-de-Guyenne entre le 25 et le 28 juin. Le gouvernement français ayant dû quitter Bordeaux – placé en zone occupée – pour Vichy, le gouvernement belge le suivra dans la ville thermale¹.

Députés, sénateurs et ministres belges n'avaient pas été les seuls à se replier en France face à l'avancée allemande : des éléments de l'Armée belge se trouveront, avec des troupes françaises et britanniques, enfermés dans la Poche de Dunkerque, des jeunes de la «Réserve de recrutement» belge vont gagner Rouen avant d'être hébergés dans le midi ; de nombreux hauts-fonctionnaires avaient aussi choisi de se replier en France, avec des archives sensibles.

Et de 1,5 à 2 millions de civils belges, précédant de quelques jours l'exode vers le sud de plusieurs millions de Français des départements frontaliers (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Ardennes, Meuse...), ayant franchi la frontière, accompagnés de 50 000 Hollandais et 70 000 Luxembourgeois, ont pu passer la Somme avant l'arrivée des Allemands sur la côte ; le gouvernement français décidera le 24 mai de les diriger vers les départements de Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, de l'Allier, de l'Ardèche, de l'Hérault, de la Haute-Garonne...

La défaite française, actée par l'Armistice du 22 juin 1940, va avoir des conséquences durables : entre 1940 et 1944, les départements français du Nord et du Pas-de-Calais, officiellement restés sous l'autorité de l'administration pétainiste installée à Vichy, ne vont pas dépendre du «Commandement militaire allemand» (MBF) siégeant à Paris à l'hôtel Majestic, mais de celui de... Bruxelles (MBB)². De plus, ces deux départements seront séparés du reste de la zone occupée française par une «zone interdite» (nord de la Somme, de l'Aisne, des Ardennes, essen-

tiel de la Meuse...) délimitée au sud par une *Nord-Ost Linie*, partant de l'embouchure de la Somme pour rejoindre la frontière suisse dans le Jura, constituant jusqu'au 1^{er} mars 1943 une sorte de seconde «Ligne de démarcation», permettant aux occupants allemands de contrôler les déplacements vers – ou depuis – l'intérieur de la France.

Cette situation, la permanence sur le sol français en nombre conséquent de réfugiés belges n'ayant pas souhaité – même étant invités à le faire par l'administration belge sous contrôle allemand – regagner, avec le concours de la Croix-Rouge belge, leur pays sous occupation nazie, le découpage de l'administration militaire allemande solidarisant le Nord-Pas-de-Calais avec la Belgique, l'ancienneté de liens entre populations frontalières partageant la même langue et ayant une longue tradition d'échanges – en particulier entre communes contiguës des deux côtés de la frontière³ – vont, avec la montée dans les deux pays de l'esprit de Résistance face au même occupant, conduire à la formation de structures résistantes franco-belges.

Tels des réseaux de renseignement ou des filières d'évasion, que vont emprunter des Résistants pourchassés, et plusieurs centaines d'aviateurs alliés – britanniques, canadiens, américains – abattus au-dessus des territoires néerlandais, belge et français, et qui vont être acheminés vers la Suisse et plus encore l'Espagne, étape incontournable pour rejoindre Gibraltar et, à partir du Rocher, regagner l'Angleterre ; ou des ports et terrains clandestins d'embarquement maritime ou d'enlèvement aérien de l'Ouest de la France.

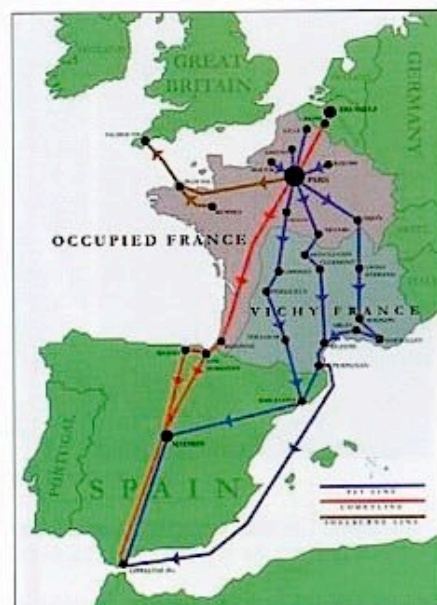
«PCC», «DELBO-PHENIX», «ALI», «ZERO-FRANCE»...

Créés par des Belges résidant en Belgique mais aussi en France, ces réseaux auront groupé environ 4 000 agents dont 1 940 Résistant(e)s français(e)s, auxquels on peut ajouter environ 400 Français parmi les 2 000 collaborateurs de la filière d'évasion «Comète», ils auront été en relation avec des mouvements et réseaux de la Résistance française⁴.

Reconnu unité combattante en France à partir du 1^{er} juillet 1940, le **réseau PCC** («Poste central de Courrier»), émanation

¹ Ainsi, Hénnette Hanotte, habitant le village belge frontalier de Rumes, où ses parents exploitaient un hôtel et une ferme, allait à l'école de Bachy, village français voisin ; elle sera à 19 ans, sous le pseudonyme de «Monique», membre de la filière Comète. Elle et sa famille aideront à l'évasion de 140 aviateurs alliés, à qui elle fera passer la frontière ; et que souvent elle convoiera jusqu'à Paris.

² Ces réseaux belges ou (et) franco-belges, le plus souvent sous l'autorité du gouvernement belge en exil à Londres, ou lui étant liés, intégrant en leur sein des Résistant(e)s français(e)s, sont recensés avec une fiche de présentation (dirigeants, implantations, missions...) dans les «Réseaux de Résistance de la France combattante», dictionnaire historique recensant 268 réseaux homologués et 309 non homologués, publié en 2013 sous l'égide du Service Historique de la Défense.



La ligne Comète (en rouge)

du Service de Sûreté belge, aura pour mission l'évacuation des courriers des réseaux de renseignement belge de Belgique et de France. Il aura son centre à Bruxelles de juillet 1940 à mai 1942, à Lyon de mai 1942 à février 1943, à Paris de février 1943 à la Libération.

Le service opérationnel de la Sûreté de l'État belge, replié à Londres, va être à l'origine de la création en juin 1942 d'un réseau de renseignement militaire sur les effectifs et les installations défensives du Mur de l'Atlantique, dont le PC, placé sous la direction d'Emile Delannoy (Delbo), est installé à Paris. Suite à la découverte par le SIPO-SD de caches clandestines et l'arrestation le 22 mai 1943 de plusieurs de ses membres, le centre du Réseau Delbo est déplacé à Niort et devient le **Réseau Delbo-Phénix**, dont la direction sera confiée au Belge Jean Depraetere (arrêté en avril 1944), assisté du Français Louis Michaut, employé niortais des Ponts et Chaussées. Le réseau aura 44 morts en déportation.

Le réseau **Zéro-France** reconnu comme unité combattante du 22 juin 1942 au 30 septembre 1944, avec deux centrales à Roubaix et à Paris, collectera les données sur les V1 et V2.

Le réseau **Ali-France** a été fondé par les Roubaisiens Joseph-Louis Dubar (*Jean de Roubaix*) et Paul Joly (*Caviar*)⁵. Il va s'occuper de l'évacuation de personnes, ce qu'il appelle le «service colis», l'organisation de l'acheminement vers Londres de courrier émanant d'autres réseaux tels Zéro-France, Delbo, Sabot-Delpa, et la collecte de renseignements militaires. Après l'arrestation de Paul Joly, Joseph Dubar rejoint Londres en décembre 1943 et reviendra en France le 9 mai 1944. Son frère Charles aura maintenu l'activité d'«Ali».

⁵ Arrêté à Roubaix le 21 juillet 1943, Paul Joly décéda à Buchenwald le 24 avril 1945. Il a été fait Compagnon de la Libération à titre posthume.

¹ Le gouvernement belge calquera sa position sur celle du gouvernement français, le suivant jusqu'à Vichy. L'un des ministres, désavoué par ses collègues, Marcel-Henri Jaspard, gagne Londres et, le 23 juin, lance un appel à la poursuite de la lutte.

² MBF : Militärbefehlshaber in Frankreich, MBB : Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich

LA LIGNE COMÈTE

La capitulation de l'Armée belge face à la Wehrmacht signée le 28 mai 1940 par le roi Léopold III, que suivra quelques semaines plus tard l'Armistice demandé et signé par la France le 22 juin suivant actant sa défaite, a laissé sur le sol belge aux mains des Allemands des prisonniers britanniques dont, dans les hôpitaux militaires, beaucoup de blessés.

Certains s'évaderont dès que cela leur sera possible, rejoignant dans la clandestinité d'autres qui s'y étaient déjà réfugiés pour échapper à la capture, en bénéficiant de la solidarité de civils belges.

Parmi ces civils solidaires, Andrée De Jongh («Dédée»), une jeune bruxelloise de 24 ans, secrétaire publicitaire qui a quitté son emploi lors de l'invasion allemande pour rejoindre la Croix-Rouge, au sein de laquelle elle avait reçu une formation d'ambulancière, et qui a rejoint un des premiers groupes de Résistance. Les problèmes de sécurité que pose l'hébergement de clandestins et les difficultés de leur ravitaillement vont poser celui de leur évacuation...

Ayant, avec un de ses camarades, l'opérateur radio Arnold Deppé (32 ans), échappé à l'arrestation par la Gestapo de la quasi-totalité des membres de son groupe de Résistance, et avec le concours du baron belge Jacques Donny, dont les moyens financiers conséquents seront de grande utilité, Andrée De Jongh va se consacrer à la mise sur pied d'un réseau d'exfiltration des clandestins, en arrivant à la conclusion que la seule possibilité était la traversée de la France puis de l'Espagne pour rejoindre l'enclave britannique de Gibraltar.

Arnold Deppé ayant travaillé avant-guerre dans la Région de Bayonne, qu'il connaît bien, a de plus obtenu un contact avec une réfugiée belge à Anglet-Saint-Jean, Elvire De Greef, surnommée «Tante Go», dont la maison, la «Villa Voisin», va devenir l'aboutissement de la Ligne Comète avant le passage en Espagne, être un refuge temporaire en attendant ce passage et le point de contact avec les passeurs basques, tant de France que d'Espagne ; dont le plus célèbre est Florentino Goikoetxea. Chef de la zone Sud de «Comète», Elvire de Greef aura le concours direct d'une douzaine d'autres personnes, dont en premier lieu sa fille Janine, parmi lesquelles une veuve basque, Kattalin Aguirre, et sa fille de 14 ans Joséphine («Fifine»)...

Cette filière dite «de la Bidassoa», du nom du fleuve frontalier qui se jette dans le Golfe de Gascogne entre la ville espagnole d'Irun et celle française d'Hendaye, deviendra si fréquentée – et donc surveillée par les Allemands et les franquistes – que des itinéraires secondaires de passage des Pyrénées seront mis en place plus à l'Est, notamment à partir des villes de Souraïde, Larressore, Bidarray...

La mise en place de cette filière découle de l'obstination d'Andrée de Jongh à surmonter tous les obstacles. La Ligne Comète prend son origine en Belgique et le premier problème sera le passage de la frontière française – souvent de nuit à travers champs et prairies, à Sivry-Sars-Potterie, Erquennes-Bavay, Rumes-Bachy, Hertain-Camphin, Beaumont-Maubeuge, Quevy-Aulnoye, Bohan-Mézières-Charleville. Le point de passage de Rumes-Bachy fut l'un des plus actifs, les aviateurs y étant pris charge sont ensuite convoyés – notamment par Henriette (*Monique*) Hanotte, Odile de Vasselot, Amanda Stasart... –, par deux jusqu'à Paris, où ils sont pris en charge par le secteur parisien de Comète. Entre la frontière belge et Paris, il aura fallu aussi franchir le contrôle de la *Nord-Ost Linie*.

Le passage final en Espagne aura été périlleux. Il fut testé pour la première fois en juillet 1941 par Andrée De Jongh et Arnold Deppé. Ce qui permit de mettre en évidence le problème de la poursuite du parcours des fugitifs en Espagne : Andrée De Jongh prit, requérant son appui, contact avec le Consul britannique de Bilbao qui, au départ réticent et méfiant, se rendit aux raisons de celle qu'il appellera le «petit cyclone».

Le deuxième passage fut organisé le 19 août suivant, en deux groupes ayant à leur tête Andrée De Jongh et Arnold Deppé ; celui-ci, trahi, sera arrêté et déporté. La dangerosité de la filière sera permanente, notamment du fait de l'infiltration d'agents de la Gestapo/GFP, dont le plus nocif fut Jacques Desoubrie.

Dénoncée alors qu'elle s'apprêtait à effectuer son 23^e passage en Espagne, Andrée De Jongh fut arrêtée le 15 janvier

1943, emprisonnée à Bayonne, Biarritz puis Fresnes, avant d'être déportée à Ravensbrück puis Mauthausen, d'où elle reviendra. La ligne Comète, structurée en 3 grands secteurs – Belgique, Nord de la France et région parisienne, Centre et sud, remplacera jusqu'à la Libération ses cadres arrêtés.

Ainsi Frédéric De Jongh, père d'Andrée ; lui succédera à Bruxelles puis en Région parisienne avant d'être lui-même arrêté ; comme le seront Andrée Dumon («Nadine»), Henri Michelli, Jean-François Nothomb («Franco»), entré dans la ligne Comète le 7 octobre 1942, qui – après l'arrestation de Dédée – a géré de janvier 1943 jusqu'à son arrestation le 19 janvier 1944 le secteur sud (de Paris aux Pyrénées) de Comète⁵, le Français Robert Aylé, Jacques Le Grelle...



Andrée De Jongh

Le Camp de Fréteval

La «ligne Comète» partant de Belgique et aboutissant à la frontière pyrénéenne pour le passage en Espagne étant devenue impraticable, et le nombre d'aviateurs abattus au-dessus de la France et de la Belgique à mettre en sécurité étant croissant, les raids aériens alliés se multipliant à l'approche du débarquement, les services britanniques vont faire appel à un colonel belge de la RAF, Lucien Boussa, afin qu'il se rende en France avec pour mission d'établir un camp refuge dans un endroit assez proche de la côte normande, où les pertes en personnel navigant attendues seraient lourdes. Ce sera l'«Opération Marathon».

Après son arrivée en France le 13 mars 1944, Lucien Boussa prit contact avec Jean de Blommaert, responsable de la Ligne Comète. Celui-ci le met en relation avec Maurice Clavel (*Sinclair*), chef des F.F.I d'Eure-et-Loir. Lequel va lui proposer, non loin de Châteaudun, à la limite des communes de Fréteval, Saint-Hilaire-la-Gravelle, Busloup et Saint-Jean-Froidmentel, le site de la Forêt de la Gaudinière, dans le Loir-et-Cher.

Le «camp de Bellande» y est ainsi installé en mars 1944 ; un second camp, placé sous la direction de Jean de Blommaert, sera ouvert à 10 km de Bellande, au lendemain du Débarquement de Normandie, dans la maison forestière de Richeray, sur la commune de Busloup.

Au total, 152 aviateurs anglais, américains, australiens, belges, canadiens, néo-zélandais et sud-africains, dont les appareils ont été mitraillés au-dessus de la France y auront été acheminés par les filières du réseau Comète. Ils furent ravitaillés, soignés par les Résistants locaux.

Le 12 août 1944, un éclaireur anglais atteint les deux camps, qu'il informe du repli allemand de la Région. Les aviateurs libérés regagnèrent leurs unités d'origine, 38 d'entre eux trouveront la mort au combat qu'ils avaient repris.

Au total, exfiltrés de France par les différentes filières de la Ligne Comète, mis à l'abri en sécurité aux camps de Fréteval en France et dans l'Ardenne belge, entre 7 et 800 aviateurs auront été sauvés de la capture par les Allemands, des camps de prisonniers, voire de crimes de guerre que les nazis commirent à l'encontre de prisonniers. 334 regagnèrent l'Angleterre

Plus de 150 membres – dont 55 femmes – de la ligne Comète – qui aura mobilisé dans son action résistante plus de 2 500 personnes, dont 65 à 70% de femmes, auront payé de leur vie leur action résistante, tels Frédéric de Jongh et Robert Aylé⁶. Plusieurs dizaines d'autres auront été déportés, dont ses fondateurs et animateurs (Andrée de Jongh, Arnold Deppé, Jean-François Nothomb, Jacques Legrelle...), certains ne revinrent pas.

⁵ Le futur journaliste et philosophe français.

⁶ Fusillé au Mont-Valérien le 28 mars 1944, avec Robert Aylé et Aimable Fouquerel (31 ans), dont l'appartement parisien avait servi de lieu de triage d'aviateurs alliés récupérés en Région parisienne, Frédéric de Jongh a reçu le 13 mars 2013 la mention «Mort pour la France».

ALBERT LAUTMAN

Fils de Sami Lautman, originaire de Braïla (Roumanie), de confession israélite, qui commença ses études de médecine à l'Université de Vienne puis rejoignit Paris, où il obtint son doctorat de médecine en 1897 et qui, médecin auxiliaire dans le génie, fut blessé au crâne et énucléé de l'œil droit en février 1916, cité à l'ordre de la division, décoré de la Croix de guerre avec palme, de la Médaille militaire, fait chevalier de la Légion d'honneur le 13 décembre 1932, naturalisé le 2 mars 1920, Albert Lautman, après une scolarité à Nice, fut élève de khâgne au lycée Condorcet (Paris, IX^e arr.) puis entra à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (Paris, V^e arr.) en 1926.

Militant aux Étudiants socialistes, sensibilisé au pacifisme, il suivit en 1928 la préparation militaire supérieure pour officiers et en obtint le brevet (artillerie). Élève brillant, il fréquenta les mathématiciens du groupe Bourbaki et se spécialisa dans la philosophie des sciences.

Il participa en 1928 à Davos (Suisse) à un congrès de rapprochement franco-allemand et effectua plusieurs voyages à Berlin et à Vienne.

Agrégé de philosophie en 1930, il fit son service militaire à Metz en 1930-1931, termina sous-lieutenant de réserve dans l'artillerie, fut promu lieutenant de réserve en 1933. Il épousa le 8 septembre 1931 Suzanne Perreau-Détré (1906-1987), fille du physicien Eugène Perreau, professeur à la faculté des sciences de Besançon, et de Magdeleine Marie Détré, reçue à l'agrégation de philosophie en 1936.

Tous deux vécurent deux ans au Japon, où il enseigna la littérature et la philosophie à l'École des Langues à Osaka (1931-1933). Au retour, il prit un poste d'enseignant à Vesoul en 1933-1934. Revenu à Paris en 1934-1936, il bénéficia d'une bourse de la Caisse Nationale des Recherches, enseigna au lycée Marceau de Chartres de 1936 à 1939, chargé en outre de conférences à l'École normale supérieure. Il soutint en 1938 une thèse de doctorat intitulée «*Essai sur les notions de structure et d'existence en mathématiques*».

La montée du nazisme et le contexte international l'inquiétaient. La signature des accords de Munich en 1938 puis celle du pacte germano-soviétique en 1939 le convainquirent que la guerre était inévitable.

Inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur dans les lycées de la Seine et de la Seine-et-Oise, il fut détaché à la rentrée 1939 sur une chaire de Première Supérieure au lycée Fénélon à Paris (VI^e arr.), mais ne put rejoindre ce poste pour y être installé.

Mobilisé le 2 septembre 1939 dans le 4^e RA de DCA, Albert Lautman effectua à Suippes un stage comme officier des Forces Territoriales Antiaériennes, qui lui valut l'appréciation : «*Excellent officier. Fait preuve chaque jour d'une compétence et*

d'une activité au-dessus de tous éloges. Est l'âme de la batterie qu'il commande». Il devint capitaine d'une batterie de défense antiaérienne chargée de la protection du QG de la 1^{re} Armée, au sein de laquelle il se distingua notamment en abattant sept avions de l'Axe lors de la débâcle de mai 1940.

Fait prisonnier le 30 mai 1940 à Warhem (Nord), à la frontière belge près de Dunkerque, il fut envoyé en captivité à l'Oflag IV D à Elsterhorst, à 50 km au nord-est de Dresde (Saxe). Il y avait là près de 500 enseignants, des spécialistes de haut niveau en toutes disciplines. Il donna des conférences et poursuivit ses réflexions au sein de l'université du camp, mais «*il étouffait, il brûlait de vivre, d'agir dangereusement [...] il considérait que le devoir de l'officier, c'était de s'évader*».

Ce qu'il fit le 14 octobre 1941 avec une trentaine d'autres détenus, par un tunnel de 80 m creusé sous les barbelés ; la moitié d'entre eux parvint en France. Revenu par Forbach (Moselle), il se présenta le 25 octobre 1941 au centre d'accueil des prisonniers isolés à Déols (Indre). Démobilisé à Clermont-Ferrand le 28 novembre 1941, il découvrit l'iniquité du régime de Vichy, qui avait instauré le statut des Juifs par la loi du 3 octobre 1940, interdisant leur accès aux emplois publics. Son application avait été différée pour les prisonniers de guerre jusqu'à leur retour en France, mais sa démobilisation entraîna sa révocation de l'enseignement.

Resté en zone Sud, il s'installa à Toulouse (Haute-Garonne), où son épouse, professeur au lycée de jeunes filles de Chartres (Eure-et-Loir), en zone occupée, fut mutée. Entré dans la résistance militaire, il fut d'une part chargé, de juin 1942 à mai 1944 d'organiser l'évasion et l'escorte vers l'Espagne d'aviateurs américains, anglais et canadiens arrivant de Hollande, de Belgique, du nord de la France, mais aussi de Résistants en danger, de jeunes gens voulant aller sur le front en Italie en 1943, de Juifs menacés de déportation.

Son action s'inscrivit d'abord au sein du réseau «*Pat O'Leary*» puis, après l'arrestation de son chef et son démantèlement en mars 1943, dans le réseau «*Françoise*», et surtout, dans le réseau «*Dutch-Paris*». Une fois par mois environ, ayant le contact avec les passeurs, des espagnols républicains, communistes et condamnés à mort par le régime de Franco, il organisait des caravanes de 20 à 25 personnes qui franchissaient les Pyrénées vers 2 500 m d'altitude.

D'autre part, il rejoignit l'Armée secrète (AS) et devint capitaine dans l'état-major de Haute-Garonne, adjoint au chef du secteur I (région de Grenade-sur-Garonne) comme chef du 3^e Bureau «*opérations*», chargé de l'implantation et de l'organisation du maquis ainsi que de l'instruction des hommes. Son pseudonyme était *Langeais*.

Parallèlement à ses activités clandestines, il reprit son travail philosophique et écrivit deux chapitres d'une réflexion à



poursuivre, qui seront publiés par son épouse en 1946 : *Symétrie et dissymétrie en mathématiques et en physique*.

Suite à une dénonciation, Albert Lautman fut arrêté rue de Metz à Toulouse par la Sipo-SD le 15 mai 1944 vers 18h30. Poursuivi dans les rues aux cris de «*à l'assassin !*» hurlés par les Allemands, un agent français aida à son arrestation.

Albert Lautman, torturé, fut interné à la prison Saint-Michel de Toulouse jusqu'au 3 juillet. Il fut embarqué ce même jour dans un train de déportés politiques venant du Vernet (Ariège) et des prisons surchargées de Toulouse. Ce train, resté célèbre sous le nom de «*Train fantôme*», mettra deux mois pour arriver à Dachau par la vallée du Rhône, souvent arrêté par les bombardements alliés et les actions des maquis contre les ponts et voies ferrées.

Parti par Bordeaux, il fut arrêté le 4 juillet à Parcoul-Médillac (Charente) par un bombardement de la RAF et revint en gare de Bordeaux le 8 juillet. Fin juillet, un officier allemand de l'escorte du train vint appeler dix prisonniers, parmi lesquels Albert Lautman ; ils furent conduits au fort du Hâ, où ils rejoignirent d'autres résistants ainsi que quelques étrangers.

Selon une liste établie par le SS Dohse du SD IV de Bordeaux, en réponse à l'exécution par des résistants à Bordeaux de Grandclément, agent de la Gestapo infiltré et démasqué, 47 prisonniers, parmi lesquels «*les Dix du Train fantôme*», furent acheminés le 29 juillet 1944 au camp de Souge pour y être exécutés. Ils le furent le 1^{er} août 1944.

Après la Libération, la première rue de Toulouse rebaptisée prit le nom d'Albert-Lautman, la salle de philosophie du lycée Marceau de Chartres fut dénommée «*salle Lautmann*».

Il fut fait Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre avec palme et étoile d'argent, Médaille des Evadés.

MARCEL PAIMPAUD



Fils d'un plâtrier originaire de la Creuse, dernier né – le 14 mai 1912 – d'une fratrie de sept enfants, dont l'aîné était mort à la guerre, Marcel Paimpaud (ou Pimpaud) se forma au métier de coiffeur après son certificat d'études primaires.

Adhérent des Jeunesses communistes (J.C.) depuis 1931, et du PCF à partir de novembre 1935, il devint un de leurs secrétaires – à la propagande – dans le XII^e arrondissement de Paris. En septembre 1936, il part en Espagne républicaine rejoindre les Brigades internationales luttant contre les franquistes.

Il sera blessé à Boadilla del Monte, lors d'une contre-offensive pour la défense de Madrid en décembre 1936. Commissaire politique du bataillon «André-Marty» qui – soustrait à la 12^e brigade – rejoignit en mars 1938 la 14^e, appelée «La Marseillaise», francophone.

Cette 14^e brigade participa en juillet 1938 à la bataille de l'Èbre, subissant de lourdes pertes. Marcel Pimpaud, gravement blessé à la jambe et au bassin, fut rapatrié en France ; et hospitalisé un certain temps à Eaubonne avec d'autres brigadistes.

À l'occasion du 2^e anniversaire des Brigades, qui furent retirées d'Espagne fin octobre, un gala fut organisé à Paris le 6 décembre 1938 à la Maison des Métallistes sous la présidence de J.C. Raymond Guyot, président de la Fédération des Jeunesses communistes, de Marcel Sagnier et de Henri Tanguy, qui avaient dirigé la 14^e brigade.

Marcel Pimpaud figura en octobre et décembre 1938 parmi les dizaines d'anciens brigadistes, dont Pierre Georges, Jean Hemmen et Henri Tanguy, signataires d'un appel à soutenir l'Espagne en lutte, où la situation devenait désespérée.

Toujours secrétaire des JC du XII^e arrondissement de Paris, il suivit au début de l'année 1939, un stage destiné aux Jeunesses et fut promu parmi les trois membres du secrétariat de Paris-Ville aux côtés d'Henri Guérchon et Pierre Longerey. Chargé de l'organisation et coopté au conseil national des JC, il y fut confirmé au dernier congrès des JC avant la guerre, en avril 1939.

Par ailleurs, il fut jusqu'à la déclaration de guerre chargé de la direction administrative des blessés des Brigades internationales ; comme membre du bureau de l'Amicale des Volontaires de l'Espagne républicaine.

Après l'interdiction en septembre 1939 du Parti et des Jeunesses communistes, suite à leur approbation du Pacte germano-soviétique, il devint clandestin. Il fut arrêté à Boulogne-Billancourt le 5 décembre 1939, ainsi que sa compagne Jeannette, une infirmière connue en Espagne qui, non fichée comme communiste, fut rapidement relâchée.

Le 17 avril 1940, le tribunal militaire de Paris le condamna à cinq ans d'emprisonnement pour «infraction aux dispositions du décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes».

L'Occupation venue, il restera incarcéré en zone nord et déplacé de prison en prison, de celle de la Santé à celle de Bourges puis à celle de Melun, où il sera un des principaux dirigeants des communistes internés, dont deux tentatives d'évasion collectives échouèrent. Emprisonné ensuite à Fresnes, il s'attendit à y être fusillé ; il s'y trouvera lors de l'insurrection de Paris.

Les contacts entre Von Choltitz, le commandant allemand du Gross Paris, qui contrôlait encore Paris et sa banlieue, et Nordling, le consul de Suède, aboutirent à la libération le 17 août des Résistants emprisonnés ; à l'exception des trois plus précieux, gardés en vue d'un échange : Madeleine Riffaud, Marcel Pimpaud et une agente de l'Intelligence Service, qui attendirent dans l'angoisse pendant deux jours d'être fixés sur leur sort, avant d'être emportés en pleine nuit, le 19 août, par une voiture de la Croix rouge.

Hébergés dans un centre parisien, ils se séparèrent au matin, Pimpaud rejoignant d'abord Jeannette, épousée en 1943 lors de son incarcération à Melun et cachée à Montreuil, avant de reprendre contact avec ses anciens camarades sur les barricades de l'insurrection parisienne qui débutait ce jour-là.

Hébergés dans un centre parisien, ils se séparèrent au matin, Pimpaud rejoignant d'abord Jeannette, épousée en 1943 lors de son incarcération à Melun et cachée à Montreuil, avant de reprendre contact avec ses anciens camarades sur les barricades de l'insurrection parisienne qui débutait ce jour-là.

L'ADJOINT DE FABIEN

Son expérience militaire acquise en Espagne le fit aussitôt désigner par son camarade des Brigades, Pierre Georges, alias le «colonel Fabien», pour diriger le combat dans l'Est de la capitale. Pimpaud, devenu «Dax» dans la clandestinité, et que beaucoup croyaient mort, participa ainsi à la tête du Bataillon «République» formé par les FFI des XI^e, XII^e et XX^e arrondissements à la libération de leurs arrondissements, et à l'occupation de la caserne de Reuilly, où il se vit confier la tâche de recruter et d'encadrer les jeunes, communistes pour beaucoup, qui sous le commandement de Fabien allaient constituer le «1^{er} régiment de Paris» des FFI.

Paris libéré, le commandant Dax quitta la caserne de Reuilly le 2 septembre à bord de bus des TCRP (ancêtre de la RATP) réquisitionnés d'autorité, à la tête des 550 hommes qui allaient constituer le 1^{er} bataillon de la «Brigade Fabien». et à l'insu du gouverneur militaire de Paris nommé par De Gaulle ; une colonne équivalente, en provenance du Mont-Valérien convergera avec eux le 3 septembre à Nanteuil-le-Haudouin dans l'Oise, premier poste de commandement de Fabien, avant de prendre la direction de la Lorraine.

Après avoir participé à plusieurs combats à leurs côtés en Lorraine du 19 septembre au 19 octobre, et subi des pertes,

l'unité commandée par Fabien, qui prit le nom de Groupe Tactique de Lorraine (GTL) fut reconnue par le commandement des forces américaines. Un de leurs colonels, James Polk, qualifia ses officiers, «et en particulier le commandant Dax», de «chefs compétents».

Alors qu'une période d'inaction prolongée et inconfortable démoralisait la troupe, et provoquait un certain nombre de désertions, Fabien le désigna en novembre pour présider un conseil de guerre improvisé, où il sut se montrer clément avant de rétablir la discipline par «sa fermeté et son ascendant» sur les hommes. Dax, devenu le premier adjoint du colonel Fabien, fut promu au grade de lieutenant-colonel le 12 décembre 1944.

La brigade, augmentée à près de 3 000 hommes par de nouvelles recrues, s'appretait à passer un canal à Habsheim, dans la région de Mulhouse, en vue d'atteindre le Rhin.

Fabien avait installé son PC dans la mairie. C'est là que pour des raisons obscures il aurait manipulé une des mines dont ses hommes devaient faire usage le lendemain. Une énorme explosion souffla le bâtiment, provoquant la mort de Fabien, de Dax, de trois autres officiers FFI les capitaines Lebon et Katz, le lieutenant Blanco, et de leur jeune secrétaire d'état-major, Nicole (Gilberte Lavaire) qui s'était aussi illustrée sur les barricades parisiennes. Seuls deux des présents survécurent après avoir été projetés au dehors. La thèse d'un attentat rivalisa d'emblée avec celle d'un accident.

Les cercueils des victimes, sauvées à leur départ d'Alsace par les généraux de Lattre, Bethouart et Morlière, furent transférés à Paris. Ils furent exposés au Val-de-Grâce le 3 janvier au matin lors d'une cérémonie militaire en présence des généraux Revers et Joinville, avant d'être transportés à 11 h sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris pour une grande cérémonie funèbre en présence d'une foule nombreuse. Puis un cortège gagna le cimetière du Père-Lachaise où les héros furent inhumés au Mur des Fédérés. Un monument sur lequel se détachent les portraits sculptés dans la pierre de quatre des officiers.

Les veuves de Fabien et Dax reçurent des mains du général de Lattre de Tassigny, le 29 juin 1946 à Metz, la Légion d'Honneur à titre posthume pour leurs maris.

PHOTOGRAPHE RESISTANTE : JULIA PIROTTE



Julia Pirotte

Gina Diament naît en 1907 à Kōnskwōla, petite ville proche de Lublin, dans la famille d'un mineur polonais juif, Baruch Diament, et de son épouse Sura Szejnfeld. Un frère aîné, Marek, était né en 1905, une sœur cadette, Mindla, naîtra en 1911.

Marek, Gina et Mindla s'engagent au sein du Parti communiste polonais (KPP) et des Jeunesses communistes. Gina sera emprisonnée en 1925, Mindla, devenue responsable de l'appareil technique varsovien du KPP et national de son organisation de jeunesse, le sera en 1931. La répression

conduira les deux sœurs et leur frère¹ à choisir l'exil.

Mindla fut la première à partir, émigrant clandestinement en 1933 à Paris, où elle subsistait en travaillant de manière non déclarée dans des ateliers de confection. Elle entra en relation avec le Club ouvrier de Belleville, milita au Secours rouge, dans les organisations polonaises de la Région parisienne et au Comité de secours à l'Espagne républicaine.

Menacée d'une nouvelle arrestation, Gina quitte à son tour la Pologne, en 1934, et se réfugie à Bruxelles. Elle y travaille en usine, y rencontre un ouvrier, Jean Pirotte, qu'elle épouse. Dénonçant la condition ouvrière, organisant les mineurs polonais de la région de Charleroi, elle s'implique dans les mouvements socio-politiques de 1936 ; connaissant le chômage, elle se forme au journalisme. Suzanne Spaak², ayant lu ses articles, lui offre un appareil photo, un *Leica*, déterminant ainsi la vocation de celle qui va devenir une photographe de renom sous le nom de Julia Pirotte.

Lors de l'invasion allemande de la Belgique en mai 1940, durant laquelle Jean, son mari, est tué au combat, Julia gagne la France et descend à Marseille, se portant volontaire pour travailler dans les usines d'armement, et entre en contact avec la M.O.I.³ clandestine. Sa sœur Mindla⁴, après avoir été en liaison avec l'appareil technique communiste clandestin entre la Région parisienne et le Nord-Pas-de-Calais, la rejoindra à Marseille en 1941 et aura des responsabilités dans la Résistance polonaise en France. Toutes deux auront une activité d'agent de liaison pour la M.O.I. et les FTPF-M.O.I.

Julia Pirotte gagne sa vie comme reporter-photographe, notamment pour la revue *Le Dimanche Illustré*, ce qui lui offre de plus une couverture pour ses activités d'agent de liaison, et participera à l'insurrection de Marseille en août 1944, au sein de la «compagnie Marat» des FTPF-M.O.I. Le «lieutenant Pirotte» photographie la prise de la Préfecture par les Résistants... On lui doit aussi de précieux clichés sur la vie de la population marseillaise sous l'Occupation, sur les enfants du camp de Bompard emprisonnés avec leurs mères, sur l'insurrection et la libération de Marseille...

Après la Guerre, elle partira en Bulgarie, puis rejoindra sa Pologne natale, y photographiant notamment les sinistres traces du pogrome de Kielce le 4 juillet... 1946, le Congrès mondial des Intellectuels pour la Paix du 25 au 28 août 1948 à Wrocław, les débuts de la «construction du socialisme»...

Décédée en 2000, elle repose à Varsovie.

¹ Marek Diament se réfugiera en URSS. Victime des purges stalinienne, il mourra en 1943 au Goulag.

² Suzanne Spaak, d'une famille de la haute bourgeoisie catholique, épousa en 1925 le frère de Paul-Henri Spaak, futur homme d'Etat belge. Elle participa au «Rassemblement universel pour la paix» et au «Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme». Réfugiée en France, à Sainte-Maxime (Var), lors de l'invasion allemande de la Belgique en 1940, elle rejoindra le «Mouvement National Contre le Racisme» (MNCR) clandestin et s'intégrera au réseau soviétique «l'Orchestre rouge» de Léopold Trepper. Lors d'un voyage à Bruxelles pour cacher ses enfants, elle y est arrêtée en novembre 1943 par la Gestapo. Ramenée en France, emprisonnée à la Prison parisienne de la Santé, torturée, elle sera fusillée à la prison de Fresnes le 12 août 1944.

³ M.O.I. : «Main-d'Œuvre Immigrée». Structure politico-syndicale mise en place depuis le milieu des années 1920 par le Parti communiste pour organiser les travailleurs immigrés de diverses origines nationales en «groupes de langue». Interdite en 1939 et réorganisée clandestinement. Les FTPF-M.O.I. sont sa branche armée.

⁴ Mindla (ou Marysa, Mania) sera arrêtée en juillet 1942 à Chalon-sur-Saône au passage de la Ligne de démarcation, avec sur elle des instructions concernant la lutte armée. Transférée à Dijon puis à la Santé, gardant le silence sous la torture, elle fut envoyée en Allemagne, condamnée à mort, et guillotinée à Breslau (actuelle Wrocław) en Silésie le 3 juillet 1944. À titre posthume, elle reçut la Croix de Guerre avec étoiles de vermeil.



À gauche : Mindla Diament. Au centre et à droite : participants à l'insurrection marseillaise.



Le défilé des F.F.I. sur le Vieux Port à Marseille, le 29 août 1944, en présence des généraux de Lattre et de Monsabert.



À Marseille, le 29 août 1944, le défilé de femmes de la M.O.I...



Le 9 mai 1945 à Marseille, la signature de la capitulation allemande le 8 mai à Berlin vient d'être connue...

RAIDS SUR LES CÔTES DE FRANCE OCCUPÉE

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht est passée à l'offensive à l'Ouest : aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et, à travers la forêt des Ardennes, contre la France.

Le 13 mai, le front français est enfoncé à Sedan, et s'amorce un mouvement d'enveloppement stratégique mené par les forces allemandes en direction des côtes de la Manche, qui seront atteintes le 20 mai à Saint-Valéry-sur-Somme. Enceignant ainsi plusieurs armées françaises, britanniques et belges dans une vaste poche avec les ports de Calais, Boulogne et Dunkerque, poche qui ira se réduisant.

LES ÉVACUATIONS

Boulogne-sur-Mer étant conquis le 25 mai, et Calais le 26 mai, l'«**Opération Dynamo**» va permettre – du 26 mai au 4 juin – d'exfiltrer depuis Dunkerque, par une noria de 850 embarcations de toutes natures et gabarits, civils et militaires, 198 229 Britanniques et Canadiens, 123 000 Français et 17 000 Belges¹ vers l'Angleterre et les ports français plus au sud, tels Le Havre, Cherbourg, Brest..., sous les attaques de la Luftwaffe et le feu de batteries côtières installées à leur arrivée par la Wehrmacht.

La Poche de Dunkerque conquise, la Wehrmacht, parallèlement à des offensives vers Paris (où elle entre le 13 juin) et plus à l'est vers les vallées de la Saône et du Rhône, va progressivement prendre le contrôle des côtes françaises de la Manche – Dieppe et Fécamp sont conquis le 11 juin, Saint-Valéry-en-Caux le 12 juin, Le Havre le 13 juin, Granville le 17 juin, Cherbourg le 19 juin, Saint-Malo le 20 juin – et de l'Atlantique : elle entre à Brest le 18 juin, à Lorient et Saint-Nazaire le 21 juin...

La Convention d'Armistice signée par le Gouvernement français à Rethondes le 22 juin prévoit (art.2) que toute la Côte atlantique de la France, jusqu'à la frontière espagnole, passera sous occupation militaire allemande, et précise que «*le Gouvernement allemand à l'intention de réduire au strict minimum l'occupation de la côte occidentale après la cessation des hostilités avec l'Angleterre*» (art. 3).

Pour l'heure, la prise de contrôle de cette côte par les Allemands s'achève avec leur entrée le 27 juin à Bordeaux, que doit évacuer le Gouvernement français, Biarritz, Hendaye et Saint-Jean-de-Luz.

Depuis le début de l'évacuation de Dunkerque le 27 mai jusqu'à l'occupation de Saint-Jean-de-Luz le 27 juin, plus d'un demi-million de militaires français et al-

liés, ainsi que plusieurs dizaines de milliers de civils se sont échappés à partir des ports français – y compris des plus petits, ne permettant l'accès qu'à de petites embarcations – avant leur investissement par les troupes allemandes.

À partir du 10 juin et jusqu'au 13 juin, une flotte composée de 7 destroyers britanniques, de 2 destroyers canadiens, de petits bâtiments de guerre, de barges néerlandaises et de navires de commerce, va – c'est l'«**Opération Cycle**» – évacuer 11 059 militaires alliés du Havre, dont 9 000 vers Cherbourg, d'autres vers Caen et Portsmouth. Plus au nord, 3 300 militaires alliés réussirent à embarquer pour l'Angleterre à Veules-les-Roses et Saint-Valéry-en-Caux².

L'Amirauté britannique, qui – avec le concours de navires français, militaires et civils – a eu la maîtrise des opérations «**Dynamo**» et «**Cycle**», va, à partir du 15 juin, mobilisant sur ordre de Churchill 102 bâtiments de la Royal Navy, 129 navires de passagers et 141 cargos, organiser, avec une couverture aérienne de la R.A.F., l'évacuation vers les ports du sud de l'Angleterre – Portsmouth, Southampton, Poole, Weymouth, Plymouth et Falmouth – du Corps expéditionnaire britannique et canadien présent en France, évacuation dont bénéficieront aussi des militaires et civils français, belges, polonais, tchécoslovaques : ce sera³ l'«**Opération Ariel**».

Ainsi, entre le 15 et 17 juin, 30 360 Britanniques sont évacués de Cherbourg vers Portsmouth, les 16 et 17 juin, 28 145 Britanniques et 4 439 autres soldats alliés le sont depuis Brest vers Plymouth ; et, les 17 et 18 juin, 21 474 hommes, principalement de la 1^{re} Div. Canadienne, embarqueront de Saint-Malo.

À l'embouchure de la Loire, Saint-Nazaire et Nantes ont été un lieu de regroupement d'unités militaires candidates au départ, qu'achemineront des navires britanniques et polonais vers les ports du sud de la France et la côte anglaise. Les 16 000 premiers soldats quittèrent Saint-Nazaire le 16 juin, 27 000 les suivirent dans la nuit du 17 au 18 juin, 4 000 autres Britanniques le 18 juin, et 2 000 Polonais le 19 juin.

Plus au sud, le 18 juin, 10 000 Britanniques et plus de 4 000 Polonais furent embarqués à La Pallice, port maritime de La Rochelle, sur deux flottilles britanniques et des bateaux de commerce français réquisitionnés.

Les dernières évacuations de forces polonaises⁴ vont avoir lieu, vers Plymouth, Falmouth, Liverpool, à partir de



Bordeaux et du Verdon-sur-Mer, de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz, à bord de navires britanniques, polonais, belges.

Le 19 juin, le destroyer britannique *HMS Berkeley*, qui avait été mis à la disposition de Paul Reynaud et du Gouvernement français pour leur éventuelle évacuation, n'embarqua que le personnel consulaire britannique de Bordeaux ainsi que le Président polonais et son cabinet.

Partirent de Saint-Jean-de-Luz le 21 juin les navires polonais *Sobieski* – lequel arriva à Plymouth le 23 juin – et *Batory* (qu'empruntera Maurice Schumann), les navires britanniques *Castle Naim* et *Kelso* ; et, ce même 21 juin, partirent aussi de Bayonne pour Falmouth le navire belge *Léopold II* (avec à son bord le jeune Daniel Cordier), le chalutier français *Président Houdouce* et le navire britannique *Stratt*.

Et, le 24 juin, à nouveau depuis Saint-Jean-de-Luz, le paquebot britannique *Arandora Star* embarquera 3 000 soldats, dont l'état-major polonais, et l'*Ettrick* fera de même avec 1 100 réfugiés britanniques et 300 Polonais ; ce qui termina une évacuation qui aura exfiltré des deux ports voisins 19 000 personnes, surtout polonaises ; l'un des derniers évacués sera l'ambassadeur britannique en France, Ronald Hug Campbell.

Du 15 au 25 juin, dans le cadre de l'«**Opération Ariel**», 191 870 militaires alliés auront ainsi été évacués par mer : 144 171 Britanniques, 24 352 Polonais, 18 246 Français, 4 928 Tchécoslovaques, 163 Belges ; auxquels il faut joindre 30 000 à 40 000 civils⁵.

¹ 40 000 militaires français ayant protégé les sites de réembarquement seront faits prisonniers.

² 40 000 autres militaires français et alliés, dont 6000 Britanniques, n'ayant pu embarquer, avec parmi eux une douzaine de généraux français et britanniques, seront faits prisonniers à Saint-Valéry le 12 juin.

³ La formation d'un «réduit breton» a été abandonnée, par manque de temps et de moyens matériels nécessaires.

⁴ Outre plusieurs milliers de militaires de l'Armée polonaise de France furent évacués sur ces bateaux des dirigeants politiques et personnels consulaires polonais

mais aussi des Français – ayant parfois revêtu des uniformes polonais pour être admis à bord – tels les futurs compagnons de la Libération René Cassin, Pierre Chevigné, François Jacob, Roland de la Poype, Yves de Daruvar, Robert Galej, Fred Scamaroni, Maurice Schumann, Jean-Marie Maridor...

⁵ Plusieurs drames auront marqué ces évacuations : le 11 juin 1940, le cargo français *Nicobé*, venu de Dunkerque avec à bord 800 tonnes de munitions qu'il n'a pu décharger, embarque au Havre de 800 à 1200 passagers pour les débarquer à Caen quand, à peine sorti du Port, il est touché à 17 h par des bombes larguées par des Stukas

allemands, et explose : il n'y aura que 11 survivants.

Le 17 juin 1940, alors que les troupes allemandes sont à 40 km de Saint-Nazaire, le paquebot britannique *RMS Lancastria*, participant à l'«**Opération Cycle**», mouille à 4 km de la côte. Ne disposant de bateaux de survie et de gilets de sauvetage que pour 2 200 passagers, il va cependant embarquer environ 9 000 soldats. Alors qu'il se prépare à partir vers l'Angleterre, il est attaqué peu avant 16 h par des Junker 88 et, touché par 4 bombes de 500 Kg, coulera en 24 minutes. Il n'y aura que 2 477 rescapés de ce qui est la plus grande catastrophe de l'histoire maritime britannique.

1940-1944 : LE FRONT CÔTIER...

LES PREMIERS RAIDS

Les derniers navires de secours s'étant au soir du 24 juin 1940 éloignés des rivages français de Gascogne et du Pays basque, l'armée allemande – Wehrmacht et S.S. – a progressé vers le sud, atteignant le 27 juin en fin d'après-midi à Hendaye le pont international transfrontalier *Santiago* sur la Bidassoa, reliant la ville française à Irun, en Espagne. Le 29 juin, vers 11 heures, le général allemand Von Weisersheim y allait saluer son homologue espagnol, le général Lopez Pinto ; tous deux passant ensuite côté français en revue un bataillon d'éclaireurs S.S.



Sur le pont *Santiago*, à la frontière avec l'Espagne franquiste.

Dès lors, de la frontière belge à la frontière espagnole, toute la côte française est sous contrôle allemand, avec en arrière-pays la zone occupée prévue par l'accord d'armistice du 22 juin. Elle est désormais la ligne de front entre la Grande-Bretagne – qui poursuit seule le combat – et le Reich nazi, qui projette de l'envahir – c'est l'«*Unternehmen Seelöwe*» («Opération Lion de mer») – entre Douvres et Portsmouth, à partir des ports normands, du Nord-Pas-de-Calais et de Belgique.

L'Opération *Seelöwe*, prévue pour le 17 septembre 1940, sera retardée par Hitler, puis renvoyée après l'Opération *Barbarossa* d'attaque contre l'URSS le 22 juin 1941, et finalement abandonnée en 1943, l'effort allemand ayant porté à partir du début 1942 sur l'édification, du Cap Nord en Norvège jusqu'à la frontière franco-espagnole, du «Mur de l'Atlantique», accompagnée en France par la mise en place d'une zone interdite côtière de 20 km d'épaisseur.

Pour autant, la menace représentée par un potentiel débarquement des troupes nazies en Grande-Bretagne à l'été 1940, et dans les mois qui suivirent, avait été très prise au sérieux par le Gouvernement et l'état-major britanniques. Dès lors, connaître les effectifs, la nature, les équipements et les fortifications des forces allemandes positionnées sur les côtes françaises – ou non loin – sera une priorité pour l'état-major britannique, qui grandira quand se concrétisera à partir de 1943 la perspective d'un débarquement... allié en France.

Depuis 1937 existait en Grande-Bretagne un petit service interarmes qui, avec

ses faibles moyens, ne jouera de fait qu'un très... faible rôle ; ce qui nécessitera la mise en place – sous l'impulsion de Churchill – de structures nouvelles : une «Direction des Opérations Combinées», puis une force spécialisée dans les petits raids, la *Small Scale Raiding Force* (SSRF) et la formation, pour les mener, de commandos.

Après avoir transitoirement mis à sa tête le 12 juin 1940 le général Bourne, Churchill nommera le 17 juillet 1940 l'amiral Sir Roger Keyes à la Direction des «Opérations combinées», avec Bourne comme adjoint ; il restera à ce poste jusqu'au 27 octobre 1941, étant alors remplacé par un cousin du Roi, Lord Louis Mountbatten, qui sera fait vice-amiral le 18 mars 1942⁶.

La «Direction des Opérations Combinées» se verra assigner la réalisation de raids ayant pour objet d'«*harasser l'ennemi, de lui faire disperser ses forces et de créer des dommages matériels sur la côte depuis la Norvège jusqu'à la frontière espagnole*».

De nouvelles unités commandos sont créées. Les *Royal Marines* sont chargés de constituer des unités en leur sein. En 1942, 8 nouveaux commandos verront le jour, auxquels s'ajouteront les commandos n°10 (interalliés), n°14 et n°62. Les unités se spécialisent de plus en plus en fonction de leurs affectations à une zone géographique précise ou à des types d'opérations particuliers. Le commando n°2 est par exemple spécialisé dans les raids aéroportés, le n°14 dans les opérations en milieu arctique, le n°62 dans les opérations de sabotage, etc.

De nouvelles unités, plus petites que les commandos, et devant opérer de façon plus clandestine font leur apparition, telles les SBS ou *Special Boat Sections*, équipées de canoës, pouvant être mis en œuvre à partir de sous-marins ou de navires de surface, spécialisées dans la reconnaissance de plage et les petits raids.

À partir de la mi-1943, la «Direction des Opérations combinées» commencera à travailler sur la préparation d'un débarquement majeur sur les côtes françaises. Il fut précédé par de plus modestes, dès les premiers jours de l'occupation de la France.

Le premier raid en zone occupée, l'encercle de l'Armistice de Rethondes est à peine sèche, va se dérouler dans la nuit du 24 au 25 juin 1940, sur la côte du Pas-de-Calais : c'est l'«*Opération Collar*» («Collier»). Le premier des 36 raids qui, jusqu'en mai 1944, seront menés sur les Côtes de France⁷, avant que, le 6 juin 1944 à l'aube, commence le débarquement libérateur...

Mission de reconnaissance, l'«Opération Collar» va être menée, sous le commandement du major Ronnie Tod, par la 11^e compagnie indépendante⁸, forte de 115 hommes qui débarquèrent en 4 groupes, au Touquet, à Berck, Stella-Plage (Cucq) et Neufchâtel-Hardelot. D'une durée de moins de deux heures jusqu'au réembarquement réussi des

quatre groupes, la mission n'eut qu'un résultat limité : une base d'hydravions fortement défendue fut identifiée à Berck, deux sentinelles allemandes furent abattues au Touquet.

Un an plus tard, le littoral du Pas-de-Calais sera à nouveau le lieu de débarquement de commandos britanniques : dans la nuit du 27 au 28 juillet 1941, l'«*Opération Chess*» («Echecs»), menée à Ambleteuse par 17 hommes du 12^e Commando qui ne resteront à terre que pendant une heure, sera un... échec. Un mois plus tard, deux groupes, de 15 hommes chacun, du commando n°5, débarquèrent non loin de là, dans la nuit du 30 et 31 août, sur les plages de Hardelot et Merlimont, avec pour mission – c'est l'«*Opération Acid Drop*» («Lâcher d'acide») – d'effectuer pendant une demi-heure une reconnaissance des lieux et, si possible, de ramener en Angleterre un prisonnier allemand ; ce qui ne fut pas le cas.

Au tout début de l'automne 1941 sur les côtes de Basse Normandie – qui seront celles du débarquement de juin 1944 – vont, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1941, être menées – par deux groupes de 25 hommes amenés à proximité des sites par le *Prince-Léopold* – deux missions simultanées : l'«*Opération Deep Cut*» («Coupe profonde»), à la Pointe de Saire, près de Saint-Vaast-la-Hougue (Manche), et l'«*Opération Chopper*» («Hachoir»), prévue à Courseulles-sur-Mer et qu'une erreur de navigation décalera à Luc-sur-Mer (Calvados).

Le mois de novembre 1941 verra l'organisation de deux raids sur les côtes françaises : l'«*Opération Astrakhan*» se déroulera dans la nuit du 12 au 13 novembre, menée près de Calais par la 101^e troupe, la «*Special Boat section*», était une reconnaissance en canoë sur l'état des défenses côtières et sur les sites potentiels de débarquement pour des opérations ultérieures.

La nuit du 22 au 23 novembre fut mise à profit pour la mise en œuvre de l'«*Opération Sunstar*», qui vit 90 hommes du Commando n°9, ayant traversé la Manche sur le HMS *Prince Leopold*, atteindre le rivage à bord de quatre bateaux de débarquement au bas des Vaches noires, près d'Houlgate, avec pour objectif la batterie de Tournebride. Si celui-ci ne fut pas atteint, des documents et diverses informations furent recueillies, et aucune perte ne fut enregistrée. «Sunstar» sera le seul raid d'envergure sur la côte du Calvados avant «Overlord» le 6 juin 1944...

La direction britannique des opérations considéra en décembre 1941 que ces «raids à petite échelle» avaient été menés «pour leur effet stimulant sur le moral. Néanmoins, ils n'aboutirent à aucun résultat probant...»

Pour autant, les raids sur les côtes françaises se poursuivirent en 1942, certains avec une ampleur importante.

de pertes à l'ennemi. La garnison allemande des îles Anglo-Normandes – qui mena encore dans la nuit du 8 au 9 mars 1945 un raid sur Granville – ne capitula que le 9 mai 1945.

⁸ Les Compagnies indépendantes ont été constituées en avril 1940.

⁶ En octobre 1943, Mountbatten étant nommé à la tête du théâtre d'opérations d'Asie du Sud-est, il est remplacé par le général Robert Laycock.

⁷ 7 autres raids seront menés, à quelques kilomètres au large des côtes du Cotentin, dans plusieurs des îles

Anglo-normandes, occupées l'une après l'autre par les Allemands entre le 30 juin et le 4 juillet 1940 (Guernesey, Jersey, Sercq, Herm, Casquets, Burhou). Le premier de ces raids sera, dans la nuit du 14 au 15 juillet 1940, l'«Opération Ambassador», menée à Guernesey par 140 hommes, qui ne causa aucune destruction ni n'infligera

RAID SUR BRUNEVAL

Le 13 juin 1940, des éléments de la 7^e Panzer de Rommel étaient entrés dans Etretat, avant de prendre le contrôle de ses environs, telles les communes côtières de la Poterie-Cap d'Antifer, qui lui est limitrophe, et de Saint-Jouin-Bruneval...

Dès leur arrivée, les Allemands s'emparèrent du phare et du sémaphore du Cap d'Antifer, installés à la Poterie, de la ferme de Theuville, du manoir de la Falaise, de bâtiments publics.

À l'extrême ouest du Pays de Caux face à la Manche... et à l'Angleterre, sur un plateau calcaire se terminant par de hautes falaises entrecoupées par de courtes vallées sèches débouchant sur de petites plages de galets, le site est stratégique. À l'hiver 1940-1941, les militaires allemands y installent des batteries antiaériennes (*Flak*) et une piste pour la *Luftwaffe*.

Commencées début 1941, des reconnaissances aériennes britanniques vont révéler la mise en place, près du phare, de deux radars *Freyja* de détection lointaine, puis l'installation à la fin 1941, près du manoir de la Falaise, d'un radar *Würzburg* dont, fin 1941, les militaires et les services secrets britanniques ignorent alors les caractéristiques et performances. L'ensemble de ces équipements et bâtiments, ainsi que la plage toute proche de Bruneval, étant protégé par des bunkers servis par une centaine de soldats.

La volonté de se procurer ces informations va être à l'origine de l'«*Opération Biting*» («*Morsure*»), décidée le 8 janvier 1942 par le vice-amiral Lord Mounbatten, dont la réalisation va conjuguer l'action de la Résistance intérieure française, de la R.A.F., des commandos britanniques, de la *Royal Navy* et des «*Forces Navales Françaises Libres*» (FNFL).

La collecte préparatoire des renseignements sur la configuration des lieux, leurs fortifications et leurs défenseurs, va être l'œuvre par les airs des appareils d'observation de la R.A.F. et au sol de membres du réseau de Résistance français «*la Confrérie Notre-Dame*» (CND), notamment de sa structure havraise.

Les défenses allemandes ainsi répertoriées (fortifications et personnels), notamment autour des plages de vailleuses, interdisent les opérations frontales d'un débarquement depuis la mer. Celui-ci fut abandonné au profit de l'emploi de parachutistes, dont seulement le rembarquement se ferait par mer, après la neutralisation, depuis l'arrière, des défenses de la plage de Bruneval.

119 commandos de la Compagnie C du 2^e bataillon parachutiste, placés sous le commandement du major John D. Fost, répartis en cinq sections – *Nelson*, *Jellicoe*, *Hardy*, *Drake* et *Rodney* – de 40 hommes,

vont être entraînés à cette fin pendant plusieurs semaines sur la zone militaire de Salisbury Plain, dans le Wiltshire, non loin de Southampton, et en Ecosse ; et familiarisés aux lieux d'intervention, en étudiant une maquette, reconstituée à partir des renseignements fournis par la CND et les photos aériennes prises par la R.A.F.

Le 27 février, en fin d'après-midi, escortées par deux contre-torpilleurs, les vedettes de récupération – australiennes mais aussi comportant 4 chasseurs de sous-marins français des FNFL – prirent la direction des côtes françaises, mouillant au large...

Plus tard dans la soirée du 27 février



Le «*Lavandou*» (Q 043), l'un des quatre chasseurs de sous-marins des FNFL qui prirent part au raid de Bruneval.

1942, à 20 h 30, douze avions *Armstrong Whitworth Whitley* de la R.A.F. décollèrent de Thruxton, terrain militaire situé à 56 km au nord de Southampton, avec à bord les 120 commandos qui sautèrent à 0 h 20 au-dessus du Hameau de Theuville, non loin du centre du village de la Poterie-Cap d'Antifer et quatre des cinq groupes se rassemblèrent à l'est de la ferme, le cinquième, largué trop loin à 3 km au sud de Bruneval, aura cependant un rôle utile en stoppant une patrouille allemande venant de Saint-Jouin. De plus, l'arrivée de renforts allemands plus lointains sera entravée par la coupure par la Résistance normande des lignes téléphoniques des deux villages.

Un des groupes parachutés, évitant la ferme par le sud, se mettra en défense, un second dirigé par Frost investira le manoir de la Falaise dont le défenseur allemand est abattu, la section *Nelson* neutralisera le corps de garde allemand de la plage de Bruneval, lieu du réembarquement, quant au groupe du sergent Cox, spécialiste britannique des radars, il en prélèvera les éléments essentiels, notamment ceux du *Würzburg*, et détruira avant de se retirer le reste des équipements.

Regroupés sur la plage à partir de 2 h 15, déplorant deux morts, l'un victime d'une chute mortelle, l'autre d'une balle allemande et l'absence de six d'entre eux n'ayant pu rejoindre à temps, les commandos réembarquèrent à partir de 2 h 40, avec deux prisonniers allemands, dont un technicien radar du *Würzburg*. Au terme d'un voyage de 14 heures, ils regagnèrent la côte anglaise, avec les pièces essentielles du *Würzburg*, radar permettant de déterminer avec précision le trajet, le cap, l'altitude et la distance d'un avion.

réception le 24 janvier 1942 d'un message codé émanant de Londres, Rémy confia à Roger Dumont («*Pol*»), un lieutenant d'aviation ayant rejoint en octobre 1941 la CND, dont il organisa la section «*Luftwaffe*», avec à ses côtés un autre lieutenant aviateur, Charles-Roger Hérisse («*Duterte*»), et un garagiste havrais, Charles Chauveau («*Charlemagne*»), la mission de relever la typographie des lieux, l'agencement des bâtiments, les effectifs de garde, leur disposition, les horaires de relève, etc. Ces informations, recueillies début février 1942, seront transmises à Londres les 8 et 9 février. Ils permirent la mise au point du plan de l'opération, qui se déroulera 3 semaines plus tard.

L'OPÉRATION CHARIOT

«*Coulez le Bismarck*» est le titre d'un célèbre film américano-britannique de 1960 qui retrace un épisode majeur de la «*Bataille de l'Atlantique*» : l'envoi par le fond, le 27 mai 1941, sous les coups de la *Royal Navy* et de la R.A.F., au large de Brest – port sous contrôle allemand depuis juin 1940, – de l'un des deux navires amiraux de la *Kriegsmarine* allemande, entré en service le 20 août 1940.

Le cuirassé *Bismarck* était alors l'un des plus puissants navires de guerre du monde, avec les cuirassés japonais *Yamato* et *Musashi* ; et son sistership (navire jumeau)..., le Cuirassé *Tirpitz*.

Construit au chantier naval *Kriegsmarinewerft* à Wilhelmshaven (Basse-Saxe), le *Tirpitz*, lancé par Adolf Hitler le 1^{er} avril 1939, servi par 2 608 hommes d'équipage, était long de 251 mètres, large de 36 m, de 8,7 m de tirant d'eau, avec un blindage de tourelles de 360 mm, de ceinture de 320 mm, de 100 à 120 mm sur le pont, et armé par une centaine de pièces d'artillerie de divers calibres, dont, en 4 tourelles doubles, 8 canons de 380 mm pouvant tirer un obus de 800 kg à 36,52 km à un rythme optimal de trois par minute.

Après la destruction du *Bismarck*, il est en 1942 – lui ayant été livré le 25 février 1941 – la principale unité de la *Kriegsmarine*, surclassant alors tous ses homologues britanniques et américains de l'Atlantique, des mers du Nord et de Norvège. Son premier mouillage a été un fjord de Norvège occupée, le *Fættensfjord*, à proximité du port de Trondheim, où il resta, avec à ses côtés les cuirassés de poche *Lützow* et *Admiral Sheer*, à l'abri de filets anti-sous-marins et d'écrans de fumée contre la R.A.F.

Par sa seule présence dans le fjord norvégien, le *Tirpitz* représentait une grave menace pour la navigation alliée, notamment pour les convois de ravitaillement vers la Grande-Bretagne et l'URSS. Ce qui nécessitait de maintenir préventivement dans la base navale écossaise de Scapa Flow une partie notable de la flotte de guerre britannique, qui aurait été utile dans l'Atlantique pour lutter contre les *U-Boot* nazis.

Une menace que la *Royal Navy* tenta de réduire à plusieurs reprises sans succès, notamment par un bombardement le 27 avril 1942 ; la crainte majeure de l'Amirauté britannique étant l'arrivée potentielle dans l'Atlantique de ce mastodonte naval ce qui nécessitait cependant qu'il puisse disposer d'un port d'attache pour son ravitaillement en carburant, munitions, etc., pour d'éventuelles réparations, un port ne pouvant être situé que sur la façade atlantique de la France occupée ; on se rappellera que le «*Bismarck*» fut coulé un an plus tôt en tentant de rejoindre un port français.

Roger Dumont sera arrêté par les Allemands le 1^{er} avril 1942, emprisonné à Fresnes, condamné à mort le 9 avril 1943 pour son rôle dans l'Opération Biting, et fusillé le 13 mai 1943 au Mont-Valérien. Il sera fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945 et médaillé de la Résistance.

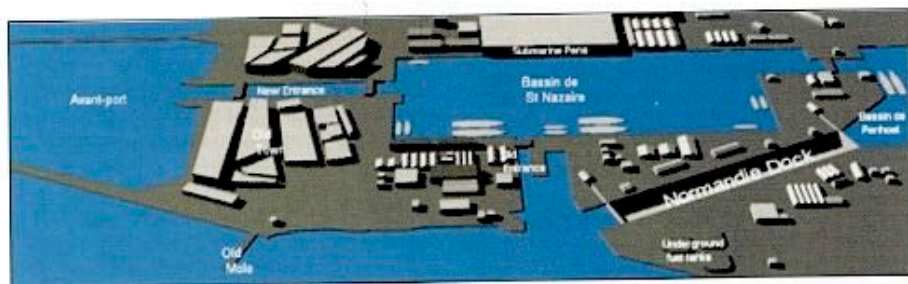
Les Forces navales françaises libres (FNFL) intégraient une douzaine de chasseurs de sous-marins, petits navires construits en 1938-1939, de 37,5 m de long, armés de 2 mitrailleuses, de 1 à 3 canons, de 2 à 4 lance-grenades sous-marines, avec un équipage de 23 hommes et basés à Cowes, port du nord de l'île de Wight en face de Southampton.

⁹ Plus connue sous le nom de «*Raid de Bruneval*».

¹⁰ Gilbert Renault, homme d'affaires et réalisateur de cinéma a rejoint Londres en juin 1940 et est affecté au 2^e Bureau de l'état-major des FFL. De retour en France fin août via l'Espagne, avec mission de surveiller les mouvements des forces allemandes sur la côte atlantique, à partir de l'automne, prenant les pseudonymes de «*Raymond*» puis «*Rémy*», il organise des agences régionales de renseignement qu'il va fédérer dans la «*Confrérie Notre-Dame*» (CND).

C'est celle du Havre, située à 20 km de Bruneval et qui dispose d'un poste émetteur permettant la liaison avec Londres, qui va être mise à contribution : après

1940-1944 : LE FRONT CÔTIER...



Le *Tirpitz*, de même longueur que le *Bismarck*, est cependant plus lourd de 2 000 tonnes, et il apparaît que, sur la façade de l'Océan Atlantique, où opèrent les *U-Boot* allemands, seul le port de Saint-Nazaire, à 10 km de l'embouchure de la Loire, avec sa forme de radoub «*Joubert*» – alors plus connue sous le nom de «*Normandie dock*», car initialement prévue pour pouvoir accueillir le paquebot *Normandie* – de 350 m de long, 50 m de large et 15,25 m de profondeur, fermée par d'énormes portes-écluses (les «caissons») de 11 m d'épaisseur et 16 m de haut, manœuvrées sur rails, ouvrant sur la mer et le Bassin de Penhoët, a la capacité de le recevoir.

C'est ce qui, début 1942, va décider Winston Churchill à confier à la «Direction des Opérations Combinées», dirigée par Lord Mountbatten, la mission de rendre inutilisable cette «Forme Joubert» : ce sera l'«**Opération Chariot**».

Le réseau de Résistance français «**Confrérie Notre-Dame**», qui a apporté une contribution importante à la réussite du «*Raid sur Bruneval*», va être à nouveau mis à contribution.

Disposant d'agents dans la Région de Saint-Nazaire, de contacts parmi les employés civils du port, des ouvriers à la direction, ainsi que parmi les militaires français spécialistes du complexe portuaire astreints à la coopération avec leurs homologues allemands, il va rassembler des renseignements sur l'agencement des lieux, le fonctionnement des portes, des stations de pompage, sur les autres mouillages et le bassin de Penhoët utilisés par la *Kriegsmarine*, sur la base sous-marine partiellement édifiée, les dragueurs de mines et navires de défense côtière, les réservoirs de carburant...

Et sur la défense du site, équipée d'une centaine de canons, dont 28 de 70 à 170 mm, d'une batterie de canons sur rails de 240 mm à la Baule et de 3 groupes de DCA navale, disposant de projecteurs de recherche. Il abrite 10 dragueurs de mines, 4 torpilleurs et 4 navires de défense côtière et la garnison allemande comprend près de 5 000 soldats et marins, dont une brigade d'infanterie. Toutes données qui fourniront la matière des rapports envoyés par radio par la CND à Londres, et qui serviront à la préparation du raid.

Pour des raisons météorologiques – pleine lune et marée montante – la «fenêtre» d'opérations fut fixée à la dernière semaine de mars 1942 ; et précisément, les 26 – qui sera le jour du départ de la côte sud de l'Angleterre – et 27 mars.

Le plan retenu sera un assaut naval, mené par 16 vedettes rapides en bois MGB et MTB armées d'un canon bitube et d'une paire de mitrailleuses, une canonnière et une vedette lance-torpilles dotée d'un canon antiaérien de 40 mm et un canon de 40 mm semi-automatique, sur une vingtaine de différents points du site, accompagnant le HMS *Campbeltown*, un des cinquante destroyers U.S. donnés aux Britanniques au début de la Guerre.

Avec un équipage de 75 hommes commandé par S.H. Beatie, le *Campbeltown*, modifié à Devonport pour ressembler à un destroyer allemand, à l'armement réduit à un canon de 76 mm et à 8 canons de 20 mm, bourré à l'arrière d'explosifs – 24 grenades sous-marines mark VII, soit 4 tonnes d'explosifs, placées dans des réservoirs de béton et d'acier – aura pour objectif, en jouant le rôle de bélier, d'enfoncer le caisson de l'écluse de la forme Foubert, puis d'explorer.

Le 26 mars dans l'après-midi, placée sous le commandement du colonel Newman, avec le capitaine Ryder comme commandant naval, la flotte, avec à bord 345 marins et 264 commandos s'étant entraînés durant plusieurs semaines – notamment dans la cale sèche de Southampton pouvant recevoir les 75 000 tonnes du *Queen Mary* et autour d'une maquette issue des photos de reconnaissance de la R.A.F. – à la pose de charges de démolition, quitte Falmouth, au sud de la Cornouailles, escorté jusqu'au large de Saint-Nazaire par deux destroyers, le HMS *Tyndedale* et le HMS *Atherstone*.

Le *Campbeltown*, maillé en navire allemand, avec dans son sillage la flottille de vedettes rapides et lance-torpilles, après avoir – pour tromper l'ennemi quant à sa destination – fait route vers La Rochelle, avant d'obliquer vers l'entrée de l'estuaire de la Loire, zone atteinte au soir du 27 mars.

À 23 heures, les charges explosives du *Campbeltown* étant amorcées, le convoi allié, arborant pavillon allemand, avec en tête la MGB 314 comme navire de commandement, va progresser dans l'estuaire, en envoyant des signaux indiquant des blessés à bord et demandant des ambulances.

À 1 500 m et 6 minutes de l'objectif, à 1 h 28, le stratagème fit long feu : les Allemands ouvrirent le feu, le *Campbeltown* et les autres bâtiments amenèrent les couleurs allemandes et hissèrent le pavillon britannique de la *Royal Navy*. Les vedettes se dirigèrent vers l'ancienne entrée du Bassin de Saint-Nazaire, le *Campbeltown* vers le Normandie Dock.

Les commandos à son bord et sur les vedettes sont répartis en troupe d'assaut,

chargée de neutraliser des défenses ennemies, en équipe de démolition, chargée de la destruction des portes de la cale sèche, de la station de pompage, d'installations diverses et d'alvéoles de sous-marins, et en un groupe de protection, chargé de protéger les deux autres de toute contre-attaque.

À 1 h 34, le *Campbeltown*, criblé d'obus par la défense allemande, dont les explosifs ont été dotés d'un système de retardement programmé à 10 h 30, réussit, à la vitesse de 20 nœuds, à s'encaster de 10 m dans l'entrée de la forme Joubert.

Le groupe de commandos à son bord, sautant sur la porte-écluse, va détruire les fortifications proches, ainsi que l'autre porte-écluse de la forme Joubert. Six vedettes avaient pour mission de débarquer sur le vieux môle, au sud de la forme Joubert, près du point de réembarquement. La prise de deux bunkers ne permit pas d'en prendre le contrôle total ; et le rembarquement, alors que de plus plusieurs vedettes en bois étaient détruites, fut rendu impossible.

Au fil des heures, la résistance allemande se renforça et fut meurtrière. Et les survivants qui auraient dû être réembarqués au Môle reçurent l'ordre de se disperser dans la ville, et de tenter de gagner l'arrière-pays. La plupart – sauf cinq – furent faits prisonniers ou abattus. En mer, quatre vedettes surchargées de rescapés rejoignirent le point de rendez-vous avec les HMS *Tyndedale* et HMS *Atherstone* restés au large. Quatre autres vedettes regagnèrent l'Angleterre par leurs propres moyens. L'une d'entre elles fut interceptée par un torpilleur allemand et dut se rendre après de lourdes pertes au combat.

Le 28 mars 1942, à 10 h 30, alors que les combats ont cessé depuis une vingtaine de minutes, le *Campbeltown*, sur lequel sont montés pour inspection, afin d'examiner les possibilités de déplacer l'épave, une quarantaine d'officiers supérieurs allemands, et qu'entourent 400 autres militaires, explose ; ce qui entraîne l'entrée dans la forme Joubert – qui restera inutilisable toute la guerre – d'une masse d'eau qui y fit chavirer deux pétroliers.

Deux jours plus tard, l'explosion de deux torpilles à retardement lancées par une vedette du Raid entraîna encore la mort de 300 à 400 militaires allemands et ouvriers civils, qui s'ajoutèrent aux victimes de l'explosion du *Campbeltown*.

Seules cinq vedettes réussirent à repartir de Saint-Nazaire, avec 222 marins et commandos à bord, dont le sous-lieutenant «*Jack William Raymond Lee*», c'est-à-dire le... Français Raymond Couraud, du S.O.E.

Le bilan humain du raid fut lourd pour les Britanniques : 169 tués – dont la moitié lors de la destruction de leurs vedettes au moment de leur évacuation – et environ 232 prisonniers, dont 90 blessés (les 5 commandos qui échappèrent à la capture gagnèrent Gibraltar à travers la Zone sud et l'Espagne). Leur sacrifice ne fut pas inutile : le *Tirpitz* resta dans son fjord norvégien¹².

¹² Plusieurs attaques seront menées directement contre le *Tirpitz* : le 23 septembre 1943 – c'est l'«*Opération Source*» – la *Royal Navy* enverra des sous-marins de poche déposer des charges explosives contre le navire, que les dégâts causés immobiliseront pendant plusieurs mois. Le 3 avril 1944, ce sera l'«*Opération Tungsten*» :

le *Tirpitz* sera touché par 14 bombes lancées par des appareils opérant à partir de porte-avions britanniques situés en mer du Nord, et qui feront 122 tués et 316 blessés. Et, le 12 novembre 1944, le *Royal Air Force Bomber Command* eut raison du *Tirpitz* – transformé en

forteresse flottante près du port norvégien de Tromsø – par une attaque menée avec des bombes «*Tallboy*» perforantes de six tonnes. Touché dans une réserve de munitions, le *Tirpitz* chavira et 971 de ses marins perdirent la vie.

L'OPÉRATION JUBILÉE

Fin 1941, un plan allié envisage le débarquement de 12 divisions alliées, spéculant sur un transfert de troupes allemandes sur le front Est ouvert fin juin précédent par l'«Opération Barbarossa» contre l'URSS. Ce plan initial sera assez rapidement abandonné ; le plan mais pas l'idée, qui va être reprise, le port de Dieppe et ses environs étant alors le site retenu pour sa mise en œuvre.

Auparavant, l'«Opération Abercrombie», un bref raid, se déroulant à terre durant 2 heures dans la nuit du 21 au 22 avril 1942 sur Hardelot, ville côtière du Pas-de-Calais, mené par une centaine de Canadiens, s'effectua sans dommage et permit un retour d'expérience au «Quartier général des Opérations combinées» (QGOC) dans la préparation d'un raid sur Dieppe. Dans la nuit du 3 au 4 juin 1942 eut lieu un autre raid, l'«Opération Bristol» contre un radar allemand, plage Sainte-Cécile entre Boulogne et le Touquet ; le commando eut 3 morts et 19 blessés. L'«Opération Barricade», fut un autre raid, mené par 11 commandos dans la nuit du 14 au 15 août, à la Pointe de Saire, au sud de Barfleur (Cotentin) et qui fit 3 morts allemands.

La préparation du raid contre Dieppe débuta le 25 avril 1942 et l'entraînement commença en Angleterre le 20 mai dans l'île de Wight, sa réalisation étant prévue pour le 8 juillet suivant, sous le nom de code «Opération Rutter». Le mauvais temps et aussi l'arrivée d'une division de *panzers* retirée du front Est, mise en repos à Amiens, va, la veille, conduire à son annulation ; et donc au débarquement des unités déjà sur les navires de transport.

Toutefois, dès le 17 juillet, est prise la décision de la relancer, en lui donnant le nom de code d'«Opérations Jubilee», avec une nouvelle date de mise en œuvre : le 19 août 1942. Elle sera placée sous le commandement du major général J.H. Roberts, chef de la 2^e division canadienne.

La force de débarquement comprendra pour l'essentiel des Canadiens : 6 086 hommes de la 2^e division d'infanterie (dont le régiment blindé de Calgary), épaulés par 600 commandos britanniques (les n°3 et 4 – celui commandé par Lord Lovat – et le *Royal Marines A*), par 50 rangers américains du 1^{er} bataillon U.S. et – structurés en 3 groupes, placés sous le commandement de l'officier des équipages Francis Vourc'h – une quinzaine de **commandos français** des FNFL, de la 1^{re} compagnie de fusiliers-marins commandos dirigée par Kieffer et intégrée au 10^e commando interallié.



Deux Français de l'Opération Jubilee : à g. : Francis Vourc'h, à d. : François Fayolle.

Cette participation française ne sera pas la seule : 4 chasseurs de sous-marins des FNFL (n°5, 12, 42 et 43) sont intégrés aux 237 bateaux ayant transporté la force d'invasion ou la protégeant¹³.

Et le groupe de chasse des FAFL sera – avec 32 pilotes sous le commandement de François Fayolle¹⁴ – parmi les 60 escadrilles de chasse et les 7 escadrilles de bombardiers de la R.A.F. et de la *Royal Canadian Air Force* (R.C.A.F.) – qui assureront l'appui aérien du débarquement.

Commencée le 19 août à 4 h 45, l'opération de débarquement, qui s'effectue sur des plages de galets surplombées de falaises, va se heurter à de puissantes défenses allemandes : batteries de canons de gros calibre à longue portée pouvant tirer sur les navires d'invasion, au Mesnil-Varengueville, à Mesnil-Val, à Calmont-Arques-la-Bataille, à Neuville-les-Dieppe, à Pourville, à Berneval avec des pièces de 170 mm, à des bunkers bétonnés, à des nids de mitrailleuses installés dans toutes les anfractuosités des falaises, 15 batteries de mortiers lourds et emplacements de mortiers tirant sur les troupes débarquées, à des réseaux de barbelés interdisant leur progression, des obstacles antichars et des milliers de mines disséminés sur les plages. Le Casino a été transformé en forteresse et hérissé de mitrailleuses et de canons anti-aériens (*Flak*). Le «Mur de l'Atlantique», dont Hitler vient, quelques jours plus tôt, d'ordonner d'entreprendre l'édification, a été anticipé à Dieppe.

Et, répartie sur une quinzaine de km de côtes, servant les pièces d'artillerie, les nids de mitrailleuses, positionnés dans les bunkers et à proximité du rivage, il y a, sous le commandement de l'*oberstleutnant* (lieutenant-colonel) Hermann Bartelt, qui a installé son PC au Château de Dieppe, une garnison allemande de 1 500 hommes, du 571^e régiment d'infanterie de la 302^e division d'infanterie de la Wehrmacht, transférée dans le secteur de Dieppe depuis avril 1941. Ils peuvent compter sur le renfort rapide des 4 autres

régiments de la 102^e division, dont le P.C. est à Envermeu, d'une compagnie de chars, puis de la 10^e Panzer, stationnée à Amiens à 8 heures de route et, à 125 km de là, à Vernon, la *SS-Leibstandarte Adolf Hitler* est positionnée...

Le plan allié prévoit des débarquements en cinq points de la côte sur 16 km de front : à l'est de Dieppe, à Puys (Canadiens du *Royal Regiment of Canada* et du *Royal Highland Regiment*) et à Berneval (Britanniques du commando n° 3), à l'ouest à Pourville (Canadiens du *South Saskatchewan Regiment* et du *Queen's Own Cameron Highlanders of Canada*) et à Varengueville (Britanniques du Commando n°4).

Les Canadiens (*Essex Scottish Regiment*, *Royal Hamilton Light Infantry*, fusiliers *Mont Royal*, blindés du *Calgary Regiment*) auront la responsabilité de l'assaut frontal

À 4 h 50, le commando n°4 débarque 90 hommes près de Vasterival (Varengueville), en emprunte la vaulesse pour aller détruire une batterie côtière allemande, avant de se retirer mission accomplie avec succès, ayant perdu cependant une douzaine d'hommes.

Une autre partie du commando, 160 hommes débarqués un peu plus à l'ouest, à la limite de Sainte-Marguerite-sur-Mer et de Quiberville-sur-Mer, remonteront la Vallée de la Saône et prendront à revers une batterie de six canons de 150 mm interdisant l'entrée du port de Dieppe, tandis que le premier groupe, débarqué à Vasterival, l'attaquera de front. La batterie neutralisée, les commandos réembarqueront avec des prisonniers.

À 4 h 50, à l'est de Dieppe, à Berneval, 23 péniches de débarquement doivent débarquer les 352 hommes du commando britannique n°3 et des *Rangers* américains. Seules sept d'entre elles atteindront la côte, les autres ayant été dispersées lors d'affrontements inopinés avec un convoi allemand de cinq navires côtiers escortés par 3 petits bâtiments de guerre en route vers Dieppe, ce qui de plus alerta les défenses côtières allemandes. Les combats dureront pendant cinq heures, les commandos étant, ayant de nombreux morts et blessés, cloués sur la plage par les défenseurs allemands postés au sommet de la falaise ; ils finiront par devoir se rendre. Seule la vingtaine d'occupants d'une des péniches, ayant débarqué à la vaulesse du Val du prêtre à la limite de Belleville-sur-mer réussit à neutraliser pendant deux heures une batterie côtière de sept canons.

Toujours à 4 h 50, à Pourville, plage à l'ouest de Dieppe, bénéficiant d'un effet de surprise, le *South Saskatchewan Regiment*, commandé par le colonel Merritt, débarque du mauvais côté de la rivière Scie, sans rencontrer initialement de forte

¹³ Partis de divers ports du sud de l'Angleterre, répartis en treize groupes, ces bateaux comprennent neuf navires de transports de troupes, sept contre-torpilleurs britanniques et un de la Marine libre polonaise ainsi qu'un sloop ; et une multitude d'embarcations pour la plupart sans blindage.

¹⁴ Petit-fils du Maréchal Fayolle, né en 1916, Emile Fayolle, alias «François», breveté pilote de chasse en juillet 1939, affecté en mai 1940 au centre d'instruction d'Oran (Algérie), il refuse l'armistice et quitte Oran pour Gibraltar à bord d'un Caudron Simoun le 30 juin 1940. Ayant gagné l'Angleterre à la mi-juillet, il rejoint les Forces

Aériennes Françaises Libres (FAFL). Il est sélectionné pour servir comme pilote de chasse dans la R.A.F. Le 10 novembre 1941, après quelques semaines passées au Squadron 611 de la R.A.F., il rejoint les rangs du Groupe de Chasse «Île-de-France» (Squadron 340) alors en formation en Écosse. Le 10 avril 1942, il prend le commandement de l'escadrille n° 2 «Versailles». Promu Capitaine le 1^{er} mai 1942, nommé Squadron Leader (Commandant) le 1^{er} août 1942, il prend le commandement du Squadron 174 de la RAF, équipé de chasseurs bombardiers (Hurri-Bombers).

Le 19 août 1942, au cours de l'opération «Jubilee» sur

Dieppe, il disparaît aux commandes de son Hawker Hurricane. Il était titulaire de 3 victoires aériennes. Il est fait à titre posthume Compagnon de la Libération le 17 octobre 1942.

Une vingtaine d'autres pilotes français auront été intégrés dans des escadrilles britanniques participant à l'Opération Jubilee, quatre d'entre eux auront aussi été abattus.

1940-1944 : LE FRONT CÔTIER...

résistance – laquelle finira par se renforcer au fil des heures-avec pour mission de tenir la plage et la ville pour permettre au *Queen's Own Cameron Highlanders* d'arriver une demi-heure plus tard.

Ce régiment progressera de 1,5 km à l'intérieur des terres avant d'être attaqué par des éléments du 571^e R.I. allemand arrivés en renfort. Tous devront refluer vers la plage toujours tenue par les hommes de Merritt qui couvrent leur retraite, afin d'être évacués malgré la destruction de la moitié des péniches devant les réembarquer. Le *South Saskatchewan*... aura perdu 84 hommes..., le *Queen's Own Cameron Highlanders* 76¹⁵...

À proximité immédiate de l'entrée du port de Dieppe, à l'est de la ville, la falaise de Puy domine la plage barrée par un mur de 4 m surmonté de barbelés, et défendue par des blockhaus construits où installés dans des maisons bordant le littoral. Les 600 hommes du *Royal Regiment of Canada* et du *Black Watch* vont se faire massacrer, le *Royal Regiment* aura 227 tués : à 8 h 30 les survivants se rendent ; quelques hommes ayant pu se hisser sur la falaise et qui s'étaient emparés de deux maisons fortifiées doivent se rendre à 16 h 30.

L'assaut principal sur Dieppe est lancé à 5 h 20 par le *Royal Hamilton Light Infantry* et l'*Essex Scottish Regiment*, qui débarquent au centre de la plage principale sous le feu des mitrailleuses allemandes qui la balaient depuis le sommet de la falaise ; seul un petit groupe de l'*Essex Scottish* réussira à s'infiltrer dans la ville. À 5 h 35, à lieu de débarquement des 29 chars du *Calgary regiment*, dont une partie va être immobilisée par les galets de la plage, qui en endommagent les chenilles ; les autres ne pourront pénétrer profondément dans la ville, dont toutes les rues partant de la plage ont été murées avec des barricades de béton par les Allemands. Le *Royal Hamilton* aura 197 tués, l'*Essex Scottish* 121...

À 7 heures, à bord de 26 vedettes, les *Fusiliers Mont Royal* débarquent à leur tour sur la plage centrale et sont, comme avant eux les hommes du *Royal Hamilton* et de l'*Essex Scottish*, sous le feu des mitrailleuses et mortiers allemands, et perdent 119 hommes.

Quatre heures après le début des hostilités, il devient évident au commandement allié que les objectifs affichés de l'opération ne seront pas atteints. Cloués sur la plage de Berneval, les 120 hommes débarqués sont contraints de se rendre après 5 heures de combat faisant parmi eux de nombreux morts et blessés, à 8 h 30, réduit à quelques dizaines d'hommes, le «*Royal Regiment of Canada*» fait de même à Pourville. À Dieppe, seule la moitié des 29 chars débarqués ont atteint la promenade sans pouvoir entrer dans la ville où seuls de déta-

chements pénètrent, avant de devoir rapidement refluer vers la plage.

À 11 heures, avec le nom de code «*Vanquish*» l'ordre d'évacuation est donné. L'opération va s'effectuer sous la protection des canons des destroyers britanniques et de la RAF. À son issue, sur les 6 153 soldats alliés engagés, seuls 2 078 regagnèrent l'Angleterre (dont 850 n'ayant pas débarqué), 1 200 ont été tués, près de 3 000 ont été blessés ou faits prisonniers¹⁶. La R.A.F. ayant perdu la maîtrise du ciel vers 10 heures, la *Luftwaffe* put bombarder les navires de la flottille entamant les opérations de rembarquement. La R.A.F. perdit 106 appareils face à la *Luftwaffe* lors des opérations de protection des débarquement et réembarquement ; la R.C.A.F. 13 appareils.

Mais, échec militaire immédiat, l'«*Opération Jubilee*» aura cependant permis de tester le système de défense allemand, et conduira à chercher un site plus propice sur les côtes françaises. Ce seront les plages de Normandie.

L'issue désastreuse pour les Alliés du raid de Dieppe, va être instrumentalisée par la propagande allemande... et par celle du régime pétainiste.

Ainsi, dès le lendemain, Laval écrit au maire de Dieppe : «*J'ai appris avec une profonde satisfaction comment les fonctionnaires et la population se sont comportés hier. Au nom du Maréchal et en mon nom je leur adresse toutes mes félicitations pour la discipline et le calme dont ils ont donné en présence de ces événements, un magnifique exemple*».

Quant aux Allemands, ils vont affecter de déborder de sollicitude à l'égard de la population civile : Von Stülpnagel, commandant en chef des forces d'occupation en France, met le 22 août à la disposition du Préfet de Seine-Inférieure une somme de 10 millions de francs pour le «*remboursement des dommages de guerre*» et au «*secours aux victimes civiles des bombardements anglais*». Et Hitler, le 25 août, «*en reconnaissance à l'attitude de la population civile française, [ordonna] que les prisonniers français domiciliés à Dieppe, Neuville-les-Dieppe, Hautot-sur-Mer, Pourville, Petit-Apperville, Arques-la-Bataille soient libérés*».

1 581 prisonniers originaires de Dieppe et des localités environnantes seront ainsi libérés entre le 12 septembre 1942 et le 15 mai.

EDWARD VINCENT LOUSTALOT

Tué à Berneval le 19 août 1942 dans l'attaque d'une position de mitrailleuse allemande, Edward V. Loustalot, lieutenant de Rangers U.S., est le premier soldat américain tombé sur le sol européen dans le combat contre le nazisme et le fascisme.

C'était un «*cousin d'Amérique*», un Louisianais francophone, né le 17 mars 1919 à Franklin, petite ville du sud-est de la Louisiane.

si nécessaire, de le... tuer, afin qu'il ne tombe pas vivant dans les mains de l'ennemi ! Nissenthal ne put rentrer dans la station mais, ayant réussi à couper à l'arrière de la station tous les fils téléphoniques y arrivant, ses occupants durent recourir aux transmissions radio pour com-

«AQUATINTE» ET «FARENHEIT»

La fin de l'année 1942 va encore connaître des opérations alliées sur la côte française ; et à sa proximité immédiate.

En effet, à quelques kilomètres de la côte occidentale du Cotentin et de celle du nord de la Bretagne, les Iles Anglo-normandes vont être la cible de plusieurs raids britanniques, notamment de la «*Small Scale Raiding Force*» (SSRF).

Dans la nuit du 2 au 3 septembre 1942, 12 commandos débarqueront – c'est l'«*Opération Dryad*» – près du phare des Casquets, groupe d'îlots 9,7 km à l'ouest d'Aurigny (Alderney), détruisant les installations et emmenant 7 prisonniers.

Dans la nuit du 7 au 8 octobre, ce sera l'«*Opération Branford*», menée par 11 commandos sur l'île de Burhou, à 2 km au nord-ouest d'Aurigny ; et, dans la nuit du 3 au 4 octobre, douze hommes du S.O.E. et du 12^e commando – c'est l'«*Opération Basalt*» – débarquent sur l'île de Sercq (Sark). Après un échange de tirs avec la garnison allemande, ils repartent avec un prisonnier.

L'«*Opération Aquatinte*» se déroula sur... «*Omaha Beach*», une vingtaine de mois avant que cette plage du Calvados ne prenne ce nom lors du D-Day du 6 juin 1944. Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1944, partie de Portsmouth à 20 h 12 à bord d'un bateau lance-torpilles (VT) et dirigée par son commandant, le major «*Gus*» March-Phillips, une équipe de la *Small Scale Raiding Force* (SSRF), composée d'une douzaine d'hommes, dont le Français Libre du BCRA, André Desgranges, entré aux FNFL en septembre 1940, débarqua à 0 h 20 d'un bateau à fond plat à l'ouest de Port-en-Bessin, sur une plage voisine de Saint-Honorine-des-Pertes. Avec pour mission de collecter des renseignements et de ramener un prisonnier.

L'équipe fut découverte par une patrouille allemande à 0 h 50. Les échanges de tirs causèrent la mort du major March-Phillips et de deux autres commandos, quatre autres furent faits prisonniers, dont André Desgranges qui réussira plus tard à s'évader, rejoindra la Grande-Bretagne via l'Espagne, comme le fit le capitaine Hayes, ayant échappé à la capture et qui, aidé par la Résistance française, gagna Lisieux et Paris, fut ensuite acheminé à la frontière pyrénéenne ; où les gardes-frontières espagnols le remirent aux Allemands, qui le fusillèrent le 13 juillet 1943.

L'«*Opération Fahrenheit*» fut menée par un petit groupe d'hommes des commandos n°12 et n°62 dans la nuit du 11 au 12 novembre 1942. L'objectif était la capture de militaires allemands pour interrogatoire en attaquant une station de signaux à Pointe de Plouezec sur la côte nord de la Bretagne. Après avoir atteint leur cible, ils ont découvert que les falaises étaient fortement minées. La station de signaux était protégée par des barbelés et des sentinelles qui furent neutralisées. Le groupe se réembarqua avec succès.

muniquer avec leurs supérieurs ; lesquelles furent interceptées par les services d'écoute britanniques qui recueillirent ainsi de précieuses informations.

¹⁶ Les Allemands eurent 314 tués et 286 blessés.

¹⁵ Le *South Saskatchewan Regiment* aura aussi eu pour mission de s'emparer d'une station radar Freya située sur la falaise. À cette fin un spécialiste des radars, Jack Nissenthal, fut affecté à l'opération avec une escorte de 11 membres du régiment, chargés de le protéger ; et,

L'OPÉRATION FRANKTON

L'Armistice, signé avec le Reich nazi le 22 juin 1940, a placé Bordeaux et l'estuaire de la Gironde dans la zone occupée par les forces armées allemandes, le Gouvernement français ayant dû quitter la ville le 29 juin.

Le blocus des côtes françaises par la Royal Navy britannique va tarir le trafic civil de passagers et de marchandises du port, que les Allemands transforment en port militaire, en coopération avec leurs alliés fascistes italiens, qui y ont établi une base sous-marine, siège du «*Haut-commandement des Forces Sous-marines Italiennes dans l'Atlantique*». Trente-deux sous-marins italiens seront de 1940 à 1943 affectés à la base bordelaise, et participeront jusqu'en 1943 aux côtés des Allemands à des opérations contre les bateaux alliés.

Par ailleurs, Bordeaux est le point de départ et d'arrivée des navires allemands forceurs de blocus afin d'importer d'Extrême-Orient du caoutchouc et d'exporter de l'armement vers le Japon.

C'est ce qui va conduire Churchill à demander à la «*Direction des Opérations*» d'intervenir par une mission de commandos, la situation des bâtiments portuaires – notamment de la base sous-marine – très proches des quartiers d'habitation interdisant un bombardement potentiellement coûteux en vies civiles.

Le plan retenu consiste en le déploiement de six kayaks, mis à l'eau près de l'embouchure de la Gironde par un sous-marin, et manœuvrés par deux hommes ayant pour mission de remonter la Gironde jusqu'au port de Bordeaux et de placer des mines sous la ligne de flottaison des navires ennemis choisis comme cibles. La date retenue pour le début de sa mise œuvre étant le 7 décembre 1942.

L'«*Opération Frankton*», c'est son nom officiel, sera aussi appelée «*Opération Coque de noix*» – de par le type de kayak utilisé : «*Cockle Mark II*». Le 7 décembre, douze commandos embarquent avec six kayaks – *Cachalot*, *Catfish*, *Coalfish*, *Crayfish*, *Cuttlefish*, *Conger* – sur le sous-marin britannique «*HMS Tuna*», qui arrive près de la côte française dans la nuit du 7 au 8 décembre. L'un des kayaks – *Cachalot* – ayant été endommagé lors de la mise à l'eau et ne participant pas à l'opération, cinq kayaks quittent le *HMS Tuna* au large de Montalivet, à seize kilomètres de l'embouchure de la Gironde.

Les débuts de l'opération vont s'avérer désastreux : le *Conger* («*Congre*») disparaît au large de Soulac dans les remous de la barre à l'entrée de la Gironde, le *Coalfish* («*Lieu noir*») est capturé par les Allemands près du phare de la pointe de Grave, le *Cuttlefish* («*Seiche*»), ayant éperonné un obstacle sous-marin près du bec d'Ambès, coule et ses deux occupants, John MacKinnon et James Conway, se replient dans l'Entre-deux-Mers, gagnent Cessac où ils sont hébergés trois jours dans une métairie. La quittant pour tenter de gagner l'Espagne, ils sont arrêtés près de la Réole par la gendarmerie française, qui les remet aux Allemands.

Seuls le *Crayfish* («*Ecrevisse*») et le *Catfish* («*Poisson-chat*») vont mener à

bien leur mission : remonter l'estuaire de la Gironde la nuit en se cachant sur les rives le jour, arriver jusqu'au port de Bordeaux, placer des mines «*limpet*» (mines-ventouses marines aimantées de 4 kg d'explosif à placer sur navires non blindés) sur les navires ciblés, qui seront les cargos *Tannenfeld*, qui sombrera, de même que partiellement le *Dresden*. Ainsi que les cargos *Alabama* et *Portland*, le pétrolier *Cap Hadid* et un *Sperbrecher* (dragueur de mines), qui seront touchés.



Les pompiers bordelais, appelés pour éteindre les incendies et placés sous le commandement de Raymond Brard, alias «*colonel Raymond*», du réseau «*Triangle-Phidias*» (lié au BCRA), aggraveront en fait les dommages en inondant avec leurs lances les navires pour les faire chavirer.

La Résistance française va être aussi mise à contribution pour l'extrilfiltration. Les deux équipages du *Crayfish* et du *Catfish*, leur mission accomplie et en profitant de la marée descendante et du courant, descendent la Gironde jusqu'à Saint-Genès-de-Blaye où ils coulent leurs embarcations. Se séparant par sécurité en deux groupes, ils prennent à pied la direction de Ruffec, à 160 km de là, où un contact est prévu avec la Résistance à l'hôtel de la «*Toque blanche*».

Albert Frédéric Laver et W.N. Mills, l'équipage du *Crayfish*, dénoncés près de Montlieu-la-Garde (Charente-Maritime), seront arrêtés par la gendarmerie française et remis aux Allemands. Enfermés à Bordeaux, où ils retrouvent l'équipage du *Cuttlefish*, MacKinnon et Conway, ils sont transférés à Paris début janvier 1943, torturés et exécutés tous quatre le 23 mars 1943.

Un sort qui avait été celui de Samuel Wallace et de Robert Ewart, l'équipage du *Coalfish* capturé à la Pointe de Grave le 8 décembre 1942, fusillés sans avoir parlé dans la nuit du 11 au 12 décembre à Blanquefort, sur ordre de l'amiral Bachmann, qui applique le «*Kommandobefehl*», promulgué par Hitler le 18 octobre, qui exige l'exécution des commandos.

Seul l'équipage du *Catfish* – le major H.G. «*Blondie*» Hasler et William E. Spark

– ayant atteint le 18 décembre Ruffec, réussira, avec l'aide du réseau «*Marie-Odile*» de la Résistance, après un parcours via la Charente, Limoges, Lyon et Perpignan, et grâce à des réseaux catalans et républicains espagnols, à rejoindre le consulat britannique de Barcelone puis Gibraltar le 1^{er} avril 1943.

L'OPÉRATION MYRMIDON

Outre les deux opérations «*Chariot*», sur Saint-Nazaire, et «*Frankton*» sur Bordeaux, une troisième avait été programmée pour mars 1942 sur la côte atlantique par le Grand Quartier Général britannique.

Dénommée «*Opération Myrmidon*», son plan initial prévoyait le débarquement de trois commandos, de deux bataillons de «*Royal Marines*», de deux escadrons de chars «*Valentine*», de deux sections d'obusiers de 94 mm et de vingt-quatre camions dans la zone allant de l'Adour à la Bidassoa, avec les ports de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz, ports de relâche et de ravitaillement pour des patrouilleurs, dragueurs de mines et contre-torpilleurs de la *Kriegsmarine* basés à Royan, Bordeaux, Brest... De plus, le port de Bayonne est le lieu de débarquement du minerai de fer espagnol expédié vers le Reich depuis le port de Bilbao.

La zone est protégée par des batteries de canons côtiers au Boucau, au fort de Socoa, à la Barre, au fort de Bordagain à Ciboure... auxquelles se joignent deux batteries lourdes sur voie ferrée à Hendaye et Saint-Jean-de-Luz ; une division d'infanterie est stationnée sur la côte basque.

La mission – qui devait durer 17 heures – assignée à l'«*Opération Myrmidon*» était la destruction d'installations portuaires sur l'Adour, aux usines d'aviation Bréguet, à l'aérodrome de Parme, de la poudrière de Blanpignon...

Ce plan va être revu à la baisse, Churchill donnant le 25 mars 1942 son accord pour un débarquement d'un millier d'hommes à l'embouchure de l'Adour dont une centaine de Français – dont le capitaine de Boissieu, futur gendre de de Gaulle – sous le commandement du lieutenant-colonel de Chevigné ; et l'envoi par le fond des bateaux allemands présents sur les rives du fleuve et dans la baie de Saint-Jean-de-Luz.

Les troupes, embarquées sur deux porte-barges, *Princess Beatrix* et *Queen Emma*, camouflés en bâtiments neutres se dirigeant vers Gibraltar, quittèrent le port de Falmouth au sud des Cornouailles le 2 avril, escortés par deux torpilleurs, le *Calpe* et le *Badsworth* (trois autres torpilleurs se tenant en réserve). Le convoi arrivera au large du Boucau et les barges seront mises à l'eau le 5 avril entre 0 h 17 et 0 h 45.

Mais, la météo particulièrement mauvaise, la mer très haute, l'obstacle représenté par la barre côtière rendant difficile la manœuvre des barges (l'une sera un moment échouée), vont conduire à l'annulation de l'opération. Les échanges d'artillerie entre les navires d'escorte de l'Opération, et les batteries côtières seront sans conséquences, et tous les commandos et navires regagneront Falmouth le 7 avril.

...1940-1944 : LE FRONT CÔTIER

LES DERNIÈRES OPÉRATIONS

Plusieurs autres raids sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique vont avoir lieu durant l'année 1943 et les premiers mois de 1944.

En nombre plus limité que lors des deux années précédentes, de format plus réduit et aux cibles plus précises, ils vont souvent être menés de manière simultanée, regroupés dans des «Opérations». Par ailleurs, certains auront plus une apparence qu'une réalité, les uns et les autres s'inscrivant – soit pour recueillir des données concrètes, soit pour intoxiquer par des leurreurs l'état-major allemand sur les véritables intentions alliées quant au lieu du débarquement – dans la préparation de l'invasion de la France, que le Haut-commandement allié décida en janvier 1943 de reporter à l'année suivante.

«Opération Pound»

Un temps oubliée par les historiens, l'«Opération Pound» sera menée dans la nuit du 3 au 4 septembre 1943 par un commando anglo-américain d'une douzaine d'hommes contre un radar allemand sur l'île d'Ouessant, avec une mission de destruction et d'enlèvement de deux de leurs servants.

Sa préparation bénéficia des renseignements recueillis sur place par Claude Francis-Bœuf, un étudiant en océanographie venu sur l'île pour prélever des sédiments, et qui, résistant entré en mars 1943 au Réseau CND-Castille, les avait fait parvenir aux services secrets britanniques.

Le raid, qui ne fit pas de victimes, n'eut qu'un impact limité à la destruction d'un mât technique et à la destruction du pignon d'un bâtiment de contrôle.

«Opération Forfar»

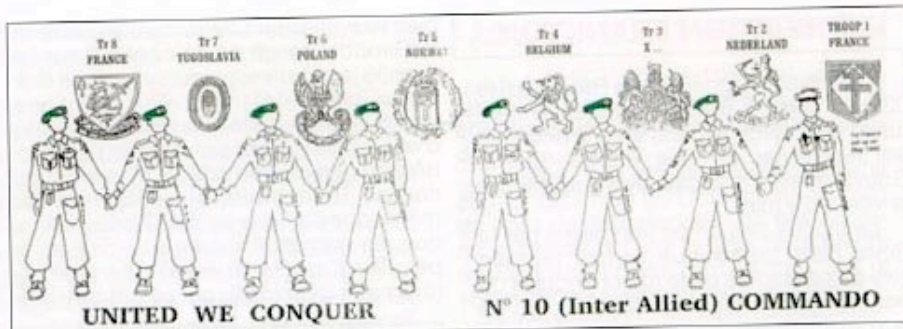
Cette opération s'inscrivit dans une plus large, l'«Opération Starkey» : le projet – qui n'eut jamais de concrétisation – d'invasion du Nord-Pas-de-Calais. Et qui va être aussi le cadre d'une des opérations d'intoxication de l'état-major allemand quant au lieu de cette invasion : les côtes françaises (Nord Pas de-Calais, Normandie, Landes...), celles de la Norvège, de l'Italie, de la Grèce, etc.

L'«Opération Starkey» prévoyait des raids de commandos sur la côte du Nord et du Pas-de-Calais d'une douzaine d'hommes, mettant à contribution notamment le Commando interallié (n°10), le n°12 ainsi que le *Special Boat Squadron* (SBS), commandé par Lord Lovat.

Ainsi vont être menés, regroupés dans l'«Opération Forfar», les 3-4 et 5-6 juillet 1943 les raids *Easy* (Facile) à Onival et *Dog* (Chien) à Biville, le raid *Love* (Amour) par le SBS sur Dunkerque dans la nuit du 3 au 4 août, le raid *Quend* en juillet-août, le raid *Item* mené par les commandos n°10, n°12 et la *Troop* n°3 sur Saint-Valéry-en-Caux dans la nuit du 2 au 3 septembre. Le raid *Forfar Beer* de reconnaissance de la plage – reporté à 3 reprises – dans la nuit du 3 au 4 septembre à Eletôt, au nord de Fécamp (Seine-Inférieure/Maritime), sera mené par des hommes issus des commandos n°10, n°12 et de la «French Troop» n°1 française.

«Opération Hardtack»

Ainsi, dans la nuit du 26 au 27 décembre, l'«Opération Hardtack 4», des hommes



du Commando n°12, du Commando n°10 «Interallié» et un Français de la *Troop* n°8 débarquent à 3,5 km de Saint-Valéry-en-Caux, se confrontant à une patrouille allemande. Des commandos français des troupes n°1 et n°8, ainsi que le commando Interallié, participeront aussi à une opération de reconnaissance des plages et des dunes de sable de Gravelines, au nord de Calais, du 25 au 27 décembre 1943 ; la submersion de leur petit bâtiment leur interdisant aux commandos le retour par voie maritime, certains rejoindront la Résistance française.



Les dirigeants des commandos français : à gauche Francis Vourc'h, au centre Philippe Kieffer, à droite Charles Trepel.

Dans la nuit du 26 au 27 décembre, les Alliés lancent à Quinéville une opération commando baptisée «Hardtack 21» menée par Francis Vourc'h avec 9 commandos français du n°1 *French Troop* et du n°10 *Commando*. Pendant deux heures, ils effectueront avec succès une mission de reconnaissance de la plage afin d'obtenir divers renseignements : disposition des champs de mines, positionnement des obstacles antichar, sens et force du courant, pente de la plage... Ils scient un morceau d'une «asperge de Rommel» pour en analyser le métal et effectuent de nombreux carottages de sable pour comparaison avec celui des plages de Grande-Bretagne.

Des commandos français de la troupes n°8 participeront aussi à des opérations *Hardtack 7* et *Hardtack 28* dans les îles Anglo-normandes à Jersey dans la nuit du 25 au 26 décembre, et à Sercq (Sark) dans la nuit du 26 au 27 décembre.

Un drame interviendra dans la nuit du 24 au 25 décembre, près de la côte de Wasenaar, ville côtière des Pays-Bas, à une dizaine de kilomètres au nord de La Haye, dont s'approche, pour une mission (*Hardtack* n°38) de reconnaissance et de capture de prisonniers, 9 commandos français avec à leur tête le capitaine Charles Trepel, commandant de la *French Troop* n°8. Tous per-

dirent la vie : les circonstances de leur mort – noyadé, mort au combat, assassinat par les Allemands ? – restent obscures.

«Opération Tarbrush»

L'«Opération Tarbrush» est une série d'une dizaine de petits raids (*Tarbrush* 1 à 10) menés à la mi-mai 1944 sur la côte française, alors que se précise la préparation de l'invasion de la France par les Alliés, avec une préoccupation majeure : établir l'étendue et la dangerosité des champs de mines disséminés par les Allemands le long des côtes pouvant être à leurs yeux le site d'un débarquement.

Ainsi, dans la nuit du 15 au 16 mai, eurent lieu, menés par des membres du commando Interallié n°10, les raids *Tarbrush* 5, sur Dunkerque, et *Tarbrush* 8 sur Quend Plage (Somme), dans la nuit du 16 au 17 mai, le raid *Tarbrush* 3, sur Bray-Dunes (entre Dunkerque et la frontière belge), dans la nuit du 17 au 18 mai, le raid *Tarbrush* 10 sur Ault/Onival-sur-mer (Somme).

«Opération Ironside»

Commencée le 23 mai, elle se poursuivra jusqu'au 28 juin, les informations la concernant étant transmises aux Allemands par des agents doubles. Elle s'insère dans l'«Opération Bodyguard», vaste plan stratégique d'intoxication des responsables militaires allemands quant aux intentions alliées de débarquement, et visait à fixer dans le Sud-Ouest en premier lieu la 17^e division SS Götz von Berlichingen, créée en France en novembre 1943, et la 11^e Panzer.

En faisant croire aux Allemands que des Alliés débarqueraient dans la région de Bordeaux et de Royan.

Un pendant d'*Ironside*, *Vendetta*, concerna la côte provençale.

L'OPÉRATION OVERLORD

Le 6 juin 1944, le débarquement allié sur les côtes de France eut une toute autre ampleur... ce fut le «D-Day» libérateur. 177 Français du commando Kieffer, dont des vétérans des diverses «Opérations» des 4 années précédentes, y participèrent... Ils eurent dix tués et 33 blessés graves.



LA RÉSISTANCE BOSNIAQUE

Le 1^{er} mars 1992, née de la dislocation de la Yougoslavie, Etat créé en 1918 au lendemain de la 1^{re} Guerre mondiale comme «Royaume des Serbes-Croates-Slovènes» et transformé au lendemain de la Seconde en Fédération, dont elle devenait alors une des six républiques constitutives, la Bosnie-Herzégovine accédait à l'indépendance.

Un Royaume de Bosnie avait existé sur une courte période historique, du dernier quart du 14^e siècle au milieu du 15^e siècle dans l'ouest de la Péninsule balkanique, le roi Trvko étant couronné en 1377. Ses limites d'alors intègrent au territoire de l'Etat contemporain celui de l'actuel Sandjak¹, la région de Zeta jusqu'au Kosovo et le littoral dalmate jusqu'aux Bouches de Kotor. Le royaume sera attaqué en mai 1463 par une armée ottomane commandée par le sultan et conquis en 7 jours, ce qui met un terme pour plus de six siècles à l'existence étatique de la Bosnie.

Auparavant, la Bosnie avait connu une succession de dominations extérieures. Ainsi, après plusieurs guerres victorieuses aux 3^e et 2^e siècles avant notre ère sur les royaumes illyriens² des côtes dalmates et albanaises, de leur arrière-pays, les Romains constituent la province d'Illyrie, laquelle restera au sein de l'Empire romain d'Occident jusqu'à sa disparition à la fin du 5^e siècle, passant alors pendant une quarantaine d'années sous la domination du royaume ostrogoth³ d'Italie.

Lequel succombera sous les coups conjugués de l'Empire romain d'Orient⁴, dont le général Bélisaire s'empare en 535 du sud bosniaque, l'actuelle Herzégovine⁵, tandis que le nord est envahi par les Lombards et les Avars⁶, alors qu'étant alliés à ces derniers, arrivent dans la région les Slaves (Slavons, Croates, Sorabes...).

Ceux-ci, se différenciant peu à peu en Slovènes, Croates, Serbes..., vont former pendant les siècles suivants de nombreuses petites principautés, parfois sous la suzeraineté de royaumes environnants

tels la Hongrie, parfois sous la souveraineté directe de l'Empire romain d'Orient puis byzantin.

Avant même que l'Empire ottoman – qui va l'accentuer – n'entame au 15^e siècle la conquête de la région, cette différenciation va avoir une dimension religieuse : le schisme intervenu en 1043 au sein du christianisme entre catholiques romains et orthodoxes a des répercussions dans l'espace yougoslave : les Slovènes et les Croates vont rester catholiques fidèles au Pape, les Serbes, Monténégrins et Macédoniens vont se rallier à l'orthodoxie, religion officielle de l'Empire byzantin⁷.

La situation va se complexifier avec le développement d'une hérésie née au 10^e siècle en Bulgarie et qui, après s'être étendue en Serbie, va prospérer en Bosnie, notamment de la fin du 12^e siècle jusqu'au début du 14^e siècle : le bogomilisme. Lequel, avec la notion de «parfaits», a des affinités avec des hérésies tels le catharisme français, le mouvement vaudois.

LA CONQUÊTE OTTOMANE

Le bogomilisme, malgré la répression subie tant de la part de l'église catholique que de celle de l'église orthodoxe, se diffusa largement au sein de la population slave de la Bosnie. Cela favorisera selon des historiens la conversion d'une part importante de cette population – victime de cette répression – à la religion musulmane, celle des conquérants turcs ottomans, qui entre 1428 et 1430 ont conquis le site de Sarajevo, ont pris Tuzla en 1463, Mostar en 1470, Banja-Luka en 1521, Jajce en 1527 ; la prise en 1592 de Bihac, alors sous domination croate, achevant la prise de contrôle totale par les Turcs de la Bosnie-Herzégovine, qui devient le «Sandjak de Bosnie», avec Sarajevo comme capitale.

Cette domination ottomane – qui va s'appuyer localement sur les convertis à l'Islam, seuls à pouvoir posséder des terres – va durer jusqu'en 1878.

Non sans avoir eu à faire face à des soulèvements – sévèrement réprimés – de la part des Serbes et Croates bosniaques : en 1596-1597, et surtout au 19^e siècle, en septembre-octobre 1809, de mars 1831 à



juin 1832, en mars 1834, de 1852 à 1862 en Herzégovine, de juin à décembre 1858 en Bosnie, de juillet 1875 à août 1878 en Bosnie et Herzégovine.

DOMINATION AUSTRO-HONGROISE

L'insurrection – causée par la politique hostile à la population serbe des gouverneurs ottomans, mise en œuvre avec dureté par leurs fonctionnaires, et par la différence de traitement entre musulmans et chrétiens, durement imposés, débuta en 1875 en Herzégovine puis s'étendit à la Bosnie. Alors que, recevant le concours de volontaires venus de Serbie et du Monténégro, les insurgés serbes repoussaient la population «turque» (musulmane) dans les villes et chassaient les musulmans de la Bosnie sud, ceux-ci, de 15 à 70 ans, reçurent en août 1877 des autorités ottomanes l'ordre de combattre à leurs côtés ; 200 000 chrétiens fuyant la répression se réfugièrent en Serbie et au Monténégro.

La crise bosniaque va entraîner de 1876 à 1878 une guerre serbo-turque, et en 1877-1878 une guerre entre l'Empire ottoman et l'Empire russe allié à la Roumanie et à la Serbie, conflits qui vont déboucher sur la réunion du 13 juin au 13 juillet 1878 à Berlin, présidé par chancelier allemand Bismarck, d'un «Congrès des Nations» débouchant à son issue sur le «Traité de Berlin» qui, concernant la Bosnie-Herzégovine, la maintiendra sous souveraineté ottomane... en en confiant pour trente ans l'administration à l'Autriche-Hongrie autorisée à l'occuper militairement !

Cette décision rencontre l'hostilité de l'Empire ottoman, qui y voit une remise en cause de son intégrité territoriale, et en Bosnie-Herzégovine celle de la communauté musulmane, qui craint non sans raison la remise en cause à terme de son statut privilégié⁸ ; ainsi que celle de la Serbie, qui revendique ces provinces à forte population serbe, revendication que partage une importante proportion de cette population. Quant aux Croates de Bosnie et d'Herzégovine, ils auraient plutôt souhaité une annexion à l'Autriche-Hongrie leur permettant de rejoindre l'une de ses divisions administratives, le Royaume de Croatie-Slavonie⁹ dépendant de la Hongrie, laquelle, ne souhaitant pas le renforcement du poids démographique et donc politique

¹ Le Sandjak de Novi-Bazar est une petite région située aux confins de la Serbie, de l'Albanie, du Monténégro, du Kosovo et de la Bosnie, peuplée en majorité de Serbo-croates musulmans. En 1878, le Congrès européen de Berlin confie l'administration du Sandjak – qui reste sous souveraineté ottomane – à l'Empire austro-hongrois ; lequel, à l'issue des guerres balkaniques en 1913, en compensation de son annexion de la Bosnie-Herzégovine (Provinzen Bosnien und die Hercegovina), en acceptera le partage entre le Monténégro et la Serbie. Ce qui reste en ce début du 21^e siècle son statut actuel et sa réalité ethnique.

² Les Illyriens, pratiquant des parlers indo-européens dont il ne reste que peu de traces, avec une parenté tenue possible avec l'albanais actuel, subiront l'influence des cités grecques puis un processus de romanisation, avant de se fondre peu à peu avec les migrants slaves.

³ Les Goths, peuple germanique originaire des régions d'Ukraine occidentale et de Biélorussie actuelles, se séparèrent en Wisigoths (Goths de l'Ouest) qui, traversant la Gaule, établirent un royaume dans la région de Toulouse puis un autre en Espagne, et en Ostrogoths (Goths de l'Est) qui s'établirent en Italie et dans les Balkans de l'Ouest. Ces différents Etats s'effondrèrent sous les coups à l'Ouest des Francs (en 508) puis des conquérants arabes (en 711), et à l'Est en 553 sous ceux de l'Empire romain d'Orient. Les populations gothiques se fondront dans les populations locales.

⁴ L'Empire romain antique, s'étendant sur les deux rives de la Méditerranée depuis celles de l'Atlantique et de la Manche à celles de la mer Noire et de la mer Rouge, s'est divisé en 395 en Empire romain d'Occident (Bre-

tagne insulaire, Gaule, Germanie, Hispanie, Italie, Afrique du Nord, ouest des Balkans dont Bosnie, capitale : Rome), qui succomba en 476 sous les invasions dites «barbares» (Francs, Vandales, Goths...) et en Empire romain d'Orient (Est des Balkans, Grèce, Anatolie, Syrie-Palestine, Egypte ; capitale : Constantinople) qui – devenu l'Empire Byzantin – perdura jusqu'à la prise en 1453 de Constantinople (Byzance) par les Turcs.

⁵ Herzégovine (Hercegovina) : son nom découle du titre de noblesse allemand herzog (duc), porté au 15^e siècle par un seigneur du sud de la Bosnie.

⁶ Originaires de Scandinavie méridionale, les Lombards sont un peuple germanique qui migrera en 565 vers l'Italie, où ils ont donné leur nom à la... Lombardie. Les Avars sont un peuple turco-mongol proche des Hongrois (Magyars).

⁷ Serbes, Croates, Bosniaques et Monténégrins parlent une même langue, le serbo-croate avec des différences dialectales sur lesquelles les nationalismes contemporains s'appuient pour crédibiliser l'existence de langues nationales identitaires séparées. Les Croates utilisent l'alphabet latin, les Serbes et Monténégrins l'alphabet cyrillique, les Bosniaques musulmans les deux (sous la domination ottomane ils utilisaient aussi l'écriture arabe).

⁸ La communauté musulmane finira par se rallier aux décisions du Traité de Berlin qui écarte l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à la Serbie orthodoxe.

RESISTANTS DE TOUS PAYS...

des Croates en son sein, préféra le statu quo né du Traité de Berlin du 13 juillet 1878.

L'application initiale des décisions de ce traité va d'abord nécessiter une campagne militaire austro-hongroise : achevée en octobre 1878, elle aura nécessité l'intervention du XIII^e corps croate de l'armée impériale – 82 000 soldats en juillet, 262 000 à partir du 19 août pour vaincre la résistance de la population musulmane, notamment à Doboj, Jajce et Maglaj, qu'appuient 90 000 soldats ottomans originaires de Bosnie-Herzégovine.



Timbre austro-hongrois de Bosnie-Herzégovine

La politique austro-hongroise va tendre à créer les conditions de l'intégration des deux provinces (*vilayets*) à l'Empire : dès 1881, elles sont intégrées à son espace douanier, un réseau ferroviaire reliant leurs principaux centres et se connectant avec l'austro-hongrois est mis en place, la région de Zenica est industrialisée, Sarajevo triplera sa population entre 1880 et 1910, le nombre de fonctionnaires d'Etat passe de 120 en 1878 à 9 500 en 1908...

La politique austro-hongroise va tendre à créer les conditions de l'intégration des deux provinces (*vilayets*) à l'Empire : dès 1881, elles sont intégrées à son espace douanier, un réseau ferroviaire reliant leurs principaux centres et se connectant avec l'austro-hongrois est mis en place, la région de Zenica est industrialisée, Sarajevo triplera sa population entre 1880 et 1910, le nombre de fonctionnaires d'Etat passe de 120 en 1878 à 9 500 en 1908...

ANNEXION À L'EMPIRE

L'Autriche-Hongrie, qui aura reçu l'appui de l'Allemagne et obtenu l'accord de la Russie, annexera le 6 octobre 1908, – malgré l'hostilité de la Serbie, qui mobilisa ses troupes – la Bosnie-Herzégovine ; laquelle devient un condominium administré conjointement par les deux Etats de la Monarchie austro-hongroise.

Le contexte international européen (rivalité opposant la France, la Grande-Bretagne et la Russie à l'Allemagne et la Russie), celui des Balkans, qui va conduire en 1912 et 1913 à deux guerres balkaniques (impliquant la Serbie, le Monténégro, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l'Empire ottoman) et la réalité multiethnique de la Bosnie-Herzégovine vont impacter son évolution à court et moyen terme.

La nouvelle province austro-hongroise, peuplée en 1910 de 1 898 044 habitants (par religion : 32,2% de musulmans, 43,5% d'orthodoxes, 22,9% de catholiques, 0,6% de juifs)⁹, est confrontée à des problèmes sociaux pour une part hérités de la période ottomane : en 1880 6 000 à 7 000 grands propriétaires terriens Musulmans faisaient travailler 85 000 paysans dont 3/4 de Serbes orthodoxes et 1/4

de Croates catholiques, une situation qui perdurera et entraînera en 1910 une révolte paysanne serbe. Les Serbes disposent de 309 écoles tenues par le clergé orthodoxe, les Musulmans de 917 écoles primaires et 43 écoles secondaires, les catholiques, favorisés par l'administration austro-hongroise, ouvrent des écoles religieuses.

Cette administration austro-hongroise va tenter de dépasser le nationalisme serbe favorable au rattachement à la Serbie et le croate favorable à la formation d'une Grande Croatie, par la promotion de l'identité d'une «nation bosniaque» ; les Musulmans continuant jusqu'à l'annexion de se considérer comme sujets de l'Empire ottoman.

Annexée à l'Autriche-Hongrie, la Bosnie va être dotée d'institutions : une Constitution, une Assemblée régionale (*Bosanski Sabor*) de 72 membres (31 Serbes, 24 Musulmans, 16 Croates, 1 Juif). Lors des premières élections, tenues le 17 février 1910, les 31 sièges serbes¹¹ furent remportés par le S.N.O. («Organisation nationale serbe», fondée en 1907), les 26 sièges musulmans le furent par la M.N.O. («Organisation populaire musulmane», fondée en 1906), les 16 sièges croates se répartissant entre la HNZ («Union populaire croate», fondée en 1908), qui en recueille 12, et la HKU («Association catholique croate», de l'archevêque catholique de Sarajevo, Josip Stadler) qui fait élire les 4 autres.

Dès son installation, l'action du Parlement bosniaque va être entravée par les revendications concurrentes des trois communautés, dont deux, les Serbes et les Croates, tournent leurs regards vers la Serbie et la Croatie voisines.

Mais, lié à la «Question des nationalités» qui agite tout l'Empire austro-hongrois et la péninsule balkanique, un événement dramatique aux répercussions mondiales va avoir lieu le 28 juin 1914 dans la capitale de la Bosnie-Herzégovine, Sarajevo.

Héritier de l'Empire austro-hongrois, l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche, inspecteur général des forces armées impériales décide de se rendre ce jour-là en visite officielle en Bosnie-Herzégovine, accompagné de son épouse. Cette visite est perçue comme une provocation par les nationalistes bosno-serbes, qui réclament l'annexion à la Serbie de la Bosnie-Herzégovine, étape dans la formation d'un Etat de tous les Slaves du Sud, notamment par ceux rassemblés dans l'organisation secrète *Mlada Bosna* («Jeune Bosnie»), fondée en 1911.

C'est l'un d'entre eux, l'étudiant Gavrilo Princip, âgé de 20 ans, qui, le 28 juin 1914 à 10h45, va tirer au revolver sur l'Archiduc François-Ferdinand et son épouse, qui succomberont à leurs blessures.

Cet attentat, dont l'Autriche-Hongrie attribue l'inspiration à la Serbie¹², et à laquelle elle lance un ultimatum qui sera partiellement rejeté, va être l'événement déclencheur d'un conflit qui couvrait depuis longtemps entre les deux pays et qui, par

le jeu des alliances avec l'un ou l'autre, conjointement à des intérêts particuliers les opposant, va plonger l'Europe dans la Première Guerre mondiale.

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclare la Guerre à la Serbie et bombarde sa capitale Belgrade, le 1^{er} août, l'Allemagne déclare la Guerre à l'Empire russe, qui avait mobilisé en soutien à la Serbie, le 3 août, elle déclare la guerre à la France et envahit la Belgique, ce qui entraîne la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne le 4 août... Entreront par la suite dans le conflit en Europe, aux côtés de l'Angleterre et de la France, le Monténégro, la Roumanie, l'Italie et la Grèce ; et, aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie et de l'Empire ottoman...

PREMIÈRE YUGOSLAVIE

Dans les Balkans, l'Armée austro-hongroise après avoir essuyé un échec en 1914 dans ses offensives terrestres contre la Serbie, va, recevant le renfort par ailleurs de l'armée bulgare, les reprendre face à Belgrade, et depuis la Bosnie-Herzégovine, conquérant la Serbie – Belgrade est occupée le 9 octobre, le reste du pays le 23 novembre – puis en janvier 1916 le Monténégro, dont les armées se réfugieront en Albanie jusqu'à sa côte, d'où elles seront évacuées par des navires français et anglais vers l'île grecque de Corfou.

L'armée serbe, reconstituée à Corfou avec l'aide de la France, sera transportée, en avril et mai 1916, au nord-est de la Grèce autour du port de Salonique ; où elle sera intégrée à «l'armée d'Orient», placée sous les ordres du général français Sarrail et qui compte plus de 300 000 hommes (100 000 Serbes, 80 000 Français, 80 000 Anglais et des détachements russes, italiens et grecs).

Une armée d'Orient qui, sous la direction du général français Franchet d'Espéray, passera à l'offensive à la fin de l'été 1918 en Macédoine vers Monastir (Uskub), qui sera conquise le 29 septembre, libérera la Macédoine serbe, le Kosovo et assiègera Belgrade, capitale du Royaume de Serbie, évacuée par les Austro-Allemands et où fera son entrée le 1^{er} novembre le régent Alexandre, fils du roi Pierre 1^{er} de Serbie. Offensive qui contribuera, avec les déboires austro-hongrois en Italie et sur le front russe, à la décision de l'Empire austro-hongrois de signer le 3 novembre l'armistice, alors que s'accroît sa dislocation.

Le 6 octobre, le dirigeant slovène M^{re} Anton Korošec et le serbe Svetozar Pribicevic forment à Zagreb un «Comité National des Slovènes, Croates et Serbes» reconnu par tous les Slaves de la monarchie austro-hongroise. Le 29 octobre, ils proclament la cessation des liens politiques avec l'Autriche. Le 9 novembre, les représentants des différents peuples slaves sous souveraineté autrichienne et hongroise, réunis à Zagreb en Croatie, organisent un gouvernement provisoire et approuvent une résolution d'union avec la Serbie.

⁹ L'Autriche-Hongrie, empire multinational avec à sa tête l'Empereur et Roi résidant à Vienne, s'est subdivisée en 1867 en deux grandes parties ayant chacune leur Diète (Parlement) et gouvernement : la Cisleithanie, dominée par l'Autriche (germanophone), avec notamment les royaumes de Bohême (Tchèques), de Galicie-Lodomérie (Polonais), de Dalmatie (Croates, Italiens), et la Transleithanie, dominée par la Hongrie (magyarophone, capitale Budapest), avec le royaume de Croatie-Slavonie (Croates), la principauté de Transylvanie (Roumains). Les Croates souhaiteraient en se détachant de la suzeraineté de la Hongrie la mise en place d'une troisième composante - yougoslave (slaves du sud) de l'Empire.

¹⁰ Le code typographique prévoit que le nom du pratiquant d'une religion s'écrit avec une première lettre en minuscule, tandis que celui du membre d'un peuple ou d'une communauté ethnique s'écrit avec une Majuscule. Ainsi en Bosnie, au début du 20^e siècle, il y a des Serbes orthodoxes, des Croates catholiques et des Musul-

mans... musulmans. Depuis les guerres intercommunautaires de la fin du siècle, le terme «Musulman» est aujourd'hui souvent remplacé par celui de «Bosniaque». ¹¹ Il y avait des partis minoritaires tel le Parti Social-Démocrate de Bosnie-Herzégovine (7418 adhérents en 1910) fondé le 28 juin 1909.

¹² L'Organisation secrète nationaliste serbe *Crna Ruka* («La Main noire») manipulée par le chef des services secrets serbes, sera accusée d'avoir fourni l'armement de la «Jeune Bosnie».

Le 1^{er} décembre 1918, le régent serbe, Alexandre Karageorgévitch, proclame la naissance du «Royaume des Serbes, Croates et Slovènes», au nom de son père, le roi Pierre 1^{er} de Serbie, qui devient celui du nouveau royaume.

Le nouvel Etat englobe aussi dans ses frontières, en les «oublant» dans son appellation, les Monténégrins¹³, les Macédoniens, des Hongrois et germanophones, les Albains du Kosovo, et les Musulmans de Bosnie-Herzégovine et du Sandjak.

Les premières élections, constitutives, vont avoir lieu le 28 novembre 1920, dans un contexte d'expression communautaire des différentes nationalités du pays qui représentent des partis spécifiques : Le «Parti paysan croate» (*Hrvatska seljackska stranka*, H.S.S.), le «Parti Populaire Slovène» (*Slovenska ljudska stranka*, S.L.S.) le «Parti radical populaire serbe» (*Narodna Radikalna Stranka*, N.R.S.) et, en Bosnie-Herzégovine, l'«Organisation musulmane yougoslave» (*Jugoslavenska Muslimanska Organizacija*, J.M.O.), fondée en 1919 sous la direction de Mehmed Spaho, et continuatrice de la M.N.O. d'avant 1914.

La J.M.O. aura au scrutin de 1920 fait élire 24 des 63 députés de Bosnie-Herzégovine au Parlement yougoslave à Belgrade, les autres étant pour la plupart élus par les partis communautaires serbe et croate ; seuls les 4 députés communistes bosniaques ne sont pas affiliés à un parti explicitement ou implicitement communautaire.

Le Parti communiste yougoslave (*Komunistična partija Jugoslavije*, KPJ), fondé en 1919, va subir la répression dès le début des années vingt : après des succès aux élections locales de mars 1920, obtenant la majorité dans plusieurs villes de Croatie, (Osijek, Zagreb...), du Monténégro (Podgorica), de Macédoine (Skopje), il avait, avec 12,36 % des voix aux élections de novembre 1920, fait élire 58 députés au plan de toute la Yougoslavie. Le gouvernement refusera de valider ces résultats municipaux, fera arrêter les députés communistes et 70 000 membres du Parti, qu'il interdira le 30 décembre suivant.

À partir de 1924, par la bouche de son secrétaire général, Sima Markovic, le KPJ dénoncera l'hégémonie serbe sur les autres peuples yougoslaves, et se prononcera pour le droit à l'autodétermination des différents peuples, de tous les peuples¹⁴.

CROATES ET MUSULMANS

De par le rôle historique de la Serbie face aux Ottomans et à l'Autriche-Hongrie, par leur poids démographique et économique, les Serbes ont, dès la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, une place prépondérante dans le nouvel Etat ; ce qui se heurte aux revendications des autres communautés, en premier lieu à celles des Croates et des Musulmans.

La Constitution de 1921, dite de «Vidovdan», a supprimé les parlements préexistants et l'autonomie des territoires fusionnés dans



Assassinat à Marseille du Roi Alexandre 1^{er}

le Royaume, telle la Diète d'Agram (Zagreb) du royaume de Croatie-Slavonie de l'Empire austro-hongrois.

Cela suscitera notamment l'hostilité des partis représentant les Croates, tels le H.S.S., dirigé par Stepan Radic, défenseur de l'autonomie croate, mais qui reconnaitra en 1924 le royaume yougoslave (slave du sud), acceptant en 1925, avec 4 autres dirigeants du H.S.S., de rentrer au Gouvernement de Belgrade, et le «Parti des Droits» (*Stranka Prava*), dont la figure de proue est l'avocat Ante Pavelic, qui prône la République et l'indépendance croate (avec la Bosnie-Herzégovine).

Quant aux Musulmans bosniaques (et du Sandjak), ils ont accepté de voter la Constitution centralisatrice de Vidovdan, en échange de garanties sur le maintien de la Bosnie-Herzégovine comme entité spécifique, le statut d'autonomie religieuse de 1909 et l'indemnisation des propriétaires terriens, avant de rejoindre en février 1922 l'opposition menée par le HSS croate.

Les évolutions économiques, culturelles et politiques au niveau du pays tout entier vont conduire à une situation grave en Bosnie-Herzégovine, où le déclin des élites musulmanes traditionnelles va nourrir une profonde crise d'identité de leur communauté, confrontée à la radicalisation et aux pressions antagoniques des Serbes et des Croates ; ce qui l'amènera à afficher tactiquement un attachement au Royaume.

Le leader croate Stepan Radic mourra le 8 août 1928, assassiné par un député serbe ; il sera, remplacé par Vlatko Macek. Ce crime accroît les tensions intercommunautaires, ce qui va être utilisé par le Roi Alexandre 1^{er}, qui a succédé le 15 août 1921 à son père décédé, et qui effectue le 6 janvier 1929 un véritable coup d'Etat : changement du nom du pays en *Yougoslavie*, abrogation de la Constitution, dissolution de l'Assemblée nationale et des partis politiques, réorganisation administrative, politique répressive à l'encontre des autonomistes croates, macédoniens...

Ainsi, la Bosnie-Herzégovine – dont l'autonomie des structures religieuses islamiques est supprimée – va être écartelée entre quatre provinces («banovines») fusionnant des parties de territoire bosniaque avec des parties de territoires voisins.¹⁵

À l'automne 1928, en Croatie, Ante Pavelic fonde un groupe armé secret, «la Milice croate», première mouture de l'*Ustasa Hrvatska Revolucionarna Organizacija*, l'«Ous-

tacha». Pavelic, condamné à mort pour trahison le 17 juillet 1929, se réfugiera, protégé par Mussolini, en Italie fasciste ; où, en 1935, 500 militants oustachis s'entraîneront militairement.

Le 9 octobre 1934, arrivant en visite officielle en France, le Roi Alexandre 1^{er} sera abattu à Marseille par un terroriste indépendantiste macédonien agissant pour le compte de l'«Oustacha». Son fils Pierre II étant âgé de 11 ans, le pays est placé sous l'autorité d'un Conseil de régence de trois membres, ayant à sa tête le prince Paul, oncle du jeune roi.

Le 24 août 1939, pour répondre à la revendication croate, le gouvernement yougoslave – par un accord entre le Premier ministre Cvetkovic et le dirigeant du HSS croate Vlatko Matcek – acceptera la création de la «Banovine de Croatie» (*Banovina Hrvatska*), par la fusion des Banovines de la Save et du Littoral et l'intégration de districts contigus, à majorité croate, des Banovines de Drina, Vrbas et Zeta. Avec une Assemblée élue (Sabor) compétente en matière intérieure, la Banovine de Croatie rassemblera dans ses limites l'essentiel de la population croate de Yougoslavie – mais aussi des Serbes (20%) et des Musulmans (4%) – et aura pour capitale Zagreb. Macek considéra cette autonomie comme un premier pas vers la pleine indépendance croate...

AGRESSION GERMANO-ITALIENNE

La situation internationale va avoir de graves conséquences pour la Yougoslavie. Le 4 mars 1941, convoquant à son quartier général bavarois du Berghof le régent Paul, Hitler exigea l'adhésion de son pays au Pacte tripartite signé à Berlin le 27 septembre 1940 entre l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Japon militariste, et auquel avait adhéré en novembre 1940 la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie, le 1^{er} mars 1941 la Bulgarie.

Sous la menace, le Président du Conseil yougoslave Cvetkovic et le ministre des Affaires étrangères Cinkar-Markovic signent à Vienne, le 25 mars 1941, l'adhésion de leur pays au Pacte tripartite.

Aussitôt connue, cette signature entraîne des manifestations à Belgrade aux cris de «*Bojje rat, nego pakti*» («*Mieux vaut la guerre que le Pacte*») et va conduire, dans la nuit du 26 mars, un groupe d'officiers supérieurs yougoslaves, réunis autour du colonel-général Dusan Simovic, ancien chef d'état-major général et du général d'aviation Mirkovic, hostiles au rapprochement avec l'Allemagne, à effectuer un coup d'Etat, exigeant la démission des régents, en premier lieu du Régent Paul, proclamant l'accession au trône du jeune Roi Pierre II, âgé de 17 ans. En déplacement en Croatie à Zagreb, le Régent Paul rentra à Belgrade et abdiqua, imité par les deux autres régents.

Malgré des assurances données par le nouveau gouvernement quant au respect des engagements internationaux de la Yougoslavie, Hitler, contrarié dans son projet d'attaque de la Grèce, laquelle résiste victorieusement depuis le 28 octobre 1940 à une

¹³ Ayant réussi durant des siècles à préserver une autonomie puis son indépendance de fait face à l'Empire ottoman, le Monténégro, à la population culturellement apparentée aux Serbes, a été annexé le 13 novembre 1918 à la Serbie.

¹⁴ Après l'arrivée d'Hitler en 1933, le KPJ infléchira sa position et préconisera, dans le cadre du maintien des frontières yougoslaves, la création de gouvernements locaux ouvriers et paysans autonomes, y compris en Bosnie-Herzégovine.

¹⁵ Autonomes au sein du KPJ, des partis communistes croate et slovène sont organisés en 1937, le macédonien le sera en 1943, celui de Bosnie-Herzégovine ne le sera qu'après la Guerre.

¹⁵ En Bosnie centrale, «Banovine de la Drina» (*Drina Banovina*), capitale : Sarajevo ; en Bosnie occidentale, «Banovine de Vrbas» (*Vrbaska Banovina*), capitale Banja Luka ; au sud-est bosniaque, «Banovine de la Zéta» (*Zetska banovina*), avec en sein les territoires de l'Herzégovine, du Monténégro, du Sandjak et des morceaux de territoire croate ; «Banovine de la Zéta (*Zetska Banovina*), capitale Cetinje ; au sud de la Bosnie, avec la Dalmatie côtière, «Banovine du Littoral» (*Primorska Banovina*), capitale Split.

¹⁶ Des protocoles secrets garantissent à la Yougoslavie le respect par le Reich de sa souveraineté et son intégrité, le non-passage de troupes allemandes sur le sol yougoslave et... l'annexion de Salonique, principal port du nord de la Grèce.

¹⁷ La Hongrie a des visées sur la Backa, la Bulgarie sur la Macédoine du Vardar (et en Grèce sur la Thrace occidentale), l'Italie sur la Slovénie, la Dalmatie et le Monténégro.

RESISTANTS DE TOUS PAYS...

agression italienne, entama dès le 27 mars, en liaison avec la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et l'Italie, la préparation d'une attaque contre la Yougoslavie¹⁷.

L'ÉTAT OUSTACHI DE CROATIE

Celle-ci commença le 6 avril 1941, sans déclaration de Guerre, par le bombardement terroriste par la Luftwaffe de Belgrade (du 6 au 9 avril 1941), qui y fit des centaines de victimes.

L'assaut terrestre allemand, à partir de l'Autriche, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, notamment en Slovénie et en direction de Belgrade, mobilisa 10 divisions d'infanterie, 2 de montagne, la division SS «Das Reich» et 4 divisions blindées. S'y joignirent, depuis la région de Trieste et l'Albanie (occupée par les Italiens depuis le 12 avril 1939), 9 divisions d'infanterie, 3 divisions rapides, 1 division alpine et une division blindée italiennes, pénétrant en Croatie, Slovénie Dalmatie et Monténégro ; ainsi que la 3^e armée hongroise, qui envahit la Backa.

Simultanément, le 6 avril 1941 les troupes italiennes et allemandes étaient entrées en Croatie, la Wehrmacht pénétrant le 10 avril dans la capitale croate, Zagreb où, «au nom du Poglavnik (führer, chef) Ante Pavelic et du mouvement Oustacha», le second de Pavelic, Slavko Kvaternik, proclame l'indépendance de l'«Etat indépendant de Croatie» (Nezavisna Drzava Hrvatska, N.D.H.). Pavelic, de retour de son exil italien, rentra en Croatie le 11 avril 201⁸.

Belgrade sera prise par les Allemands le 13 avril, les combats s'arrêteront le 16 avril et la Yougoslavie capitulera le 17 avril. Le Roi et le gouvernement, à partir de la Macédoine, se réfugient en Grèce, bientôt attaquée par les Allemands (Opération Marita), première étape vers leur exil en Egypte.

Les vainqueurs vont dépecer la Yougoslavie : l'Allemagne et l'Italie se partagent la Slovénie, l'Italie annexe des territoires dalmates et occupe le Monténégro y installant un protectorat, et annexe à celui d'Albanie des parties albanophones du Kosovo, la Hongrie annexe le Backa, et la Bulgarie la Macédoine.

Sous leur contrôle et occupation, les Allemands installent en Serbie un régime collaborateur, le «Gouvernement de Salut National», dirigé par le général Neditch ; les Italiens appuieront la proclamation par Kvaternik de l'Etat croate oustachi.

Dont les frontières découlent d'accords avec l'Italie – qui annexe la côte dalmate – et le Reich, qui annexe la Slovénie du Nord. La Croatie des Oustachis comprend la Croatie historique et la Bosnie-Herzégovine, intégrant ainsi dans ses frontières 3 300 000 Croates, 1 925 000 Serbes, 700 000 Musulmans, 150 000 Volksdeutsche, 250 000 Juifs, Tsiganes, Slovènes, Hongrois...

Dès ses premiers jours, le régime oustachi, qui le 15 juin adhère au Pacte Tripartite, affirme des orientations de type fasciste et nazi, supprimant les partis politiques, ouvrant 42 camps de concentration où, par dizaines de milliers, les opposants, les Serbes, les Juifs, les Tsiganes seront assassinés.

Il va rechercher l'appui du clergé catholique : Mgr Stepinac, archevêque de Zagreb, saluera l'avènement du N.D.H. et bénira Ante Pavelic ; lequel recevra l'allégeance de plusieurs

évêques, tels ceux de Sarajevo, Banja Luka.

Soucieux de pureté ethnique, le régime oustachi laissera aux Serbes de l'Etat croate le «choix» entre l'extermination (217 000), l'expulsion (175 000) et la conversion. À l'inverse, les Musulmans bosniaques sont officiellement des «Croates musulmans», et Dzafer Kulenovic, président de la J.M.O., sera nommé en novembre 1941 vice-président du N.D.H.

Cependant, plusieurs imams musulmans publieront des résolutions contre la répression anti-serbe et anti juive.

La politique officielle de l'Etat Croate d'insertion des Musulmans dans le projet fasciste oustachi ayant à leurs yeux des limites, certains nationalistes bosniaques vont adresser en 1942 à Hitler un mémorandum dénonçant l'incapacité du régime Pavelitch à protéger la communauté musulmane des tueries commises par les Tchetrniks serbes, qu'ils attribuent à un complot fomenté par les Juifs.

Présentant les Bosniaques musulmans comme les descendants des... Goths, ils vont proposer la création d'une «Légion musulmane», anticipant la formation d'une division Waffen-SS, à composante musulmane majoritaire, recrutée en Bosnie¹⁹.

Cette offre rencontre l'hostilité initiale du poglavnik croate Pavelitch, désireux de garder ses recrues musulmanes au sein de son armée de l'«Etat croate» et dans la «Légion noire», sinistre milice oustachie, et d'y intégrer les volontaires potentiels de cette division SS. Elle va cependant finir par se concrétiser : Hitler ayant donné son accord, Himmler autorise le 1^{er} mars 1943 sa création.

La «13-Waffen-Gebirgsdivision der SS "Handschar" (kroatische Nr. 1)»²⁰, division de montagne, est prévue à l'effectif minimal de 20 000 hommes. Une campagne de recrutement est lancée dans le centre de la Bosnie via le canal des réseaux islamistes et de la J.M.O., bénéficiant de l'appui du mufti de Mostar, et du Grand mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini²¹, qui effectuera en avril 1943 une visite de trois semaines en Croatie-Bosnie.

Après une période d'entraînement qui l'em mènera en août 1943 jusqu'en France²², la Handschar sera en février 1944 renvoyée en Bosnie centrale, y étant engagée contre les Partisans dans la région de Brcko puis, en septembre suivant, dans celle de Mostar -Sarajevo

¹⁹ Une autre division SS «musulmane», la «21^e SS - Skanderbeg», constituée en mars 1944 à partir d'un bataillon albanais de la Handschar, recrutera parmi les musulmans du Kosovo, du Nord de la Macédoine, d'Albanie. Une 3^e division «musulmane», la (Waffen-Gebirgs-Division der SS Kama (kroatische Nr. 2), recrutée parmi les musulmans bosniaques, fut créée en juin 1944. N'ayant atteint qu'un effectif maximal de 3 793 hommes, elle sera dissoute en octobre suivant, ayant combattu en Hongrie.

²⁰ La division Handschar, du nom d'un cimetière recouvert, est dotée d'un uniforme spécifique, avec le handschar accompagné d'une croix gammée sur le col de veste à la place des runes de la SS, et un fez musulman avec tête de mort au lieu d'une casquette. Elle est encadrée par des officiers Volksdeutsche (Allemands ethniques) yougoslaves, des officiers musulmans formés dans des écoles de la SS (telle celle installée à Cernay/Sennheim en Alsace), et par un mollah pour chaque régiment et par un imam pour chaque bataillon ; les 5 prières quotidiennes et les interdits alimentaires sur le porc et l'alcool sont observés. La SS-Handschar atteindra fin 1943 un maximum de 21 065 hommes.

²¹ Grand mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini, leader nationaliste palestinien, exilé en 1937 par les Britanniques, réfugié à Berlin, se mit au service des nazis.

²² La Handschar est stationnée dans le Massif central et sur son pourtour. Dans la nuit du 16 au 17 novembre 1943, une de ses unités entre en rébellion à Villefranche-de-Rouergue, exécutant six officiers allemands. La révolte sera réprimée avec le concours d'un imam, 20 des rebelles seront sommairement exécutés.



ainsi que dans le Sandjak de Novi-Bazar.

Car, dès les premiers jours de l'Occupation, la Bosnie l'Herzégovine et le Sandjak ont été terres de partisans...

L'INSURRECTION ANTIFASCISTE

Très tôt, quelques jours après son invasion et sa capitulation, vont avoir lieu des manifestations de résistance à l'occupation de la Yougoslavie, à son démantèlement, et aux premières mesures répressives des occupants allemands, italiens, hongrois, bulgares, ainsi que des régimes collaborateurs mis en place en Serbie et en Croatie.

Ainsi, en Bosnie occidentale, l'interdiction d'une fête religieuse orthodoxe le 6 mai par le régime oustachi va entraîner du 6 au 8 mai une révolte autour de Sanski Most, qui sera réprimée par les Allemands, qui massacrent 27 civils serbes et Juifs.

En Herzégovine, non loin de la frontière monténégrine, un soulèvement va s'étendre fin juin-début juillet 1941, autour des cités de Przine, Stepen, Nevesinje, Stolac, Gacko... La répression va être menée par des unités de la N.D.H. venues de Mostar, appuyées par des troupes italiennes, accompagnées de chars, venues du Monténégro voisin, dans les montagnes duquel se réfugieront les insurgés à la fin du soulèvement.

Dans la clandestinité, réuni le 4 juillet 1941 dans une villa de Belgrade autour de Tito, secrétaire général, le Bureau politique du Parti communiste (KPJ)²³ qui, fin juin précédent, a appelé «au nom de la liberté et de l'indépendance nationale... tous les éléments nationaux patriotiques à s'unir dans la lutte contre un ennemi commun, l'occupant fasciste et les traîtres...», décide de développer une guerre de partisans, base d'un soulèvement général ; lors de la réunion est formé un «Etat-major général des détachements de partisans de Yougoslavie».

²³ La répression en Yougoslavie dans l'entre-deux guerres a réduit drastiquement les effectifs du KPJ qui, en 1937, ne compte plus que 1 700 membres. Elle a conduit des militants sur les chemins de l'exil, y compris en France, des dirigeants à se réfugier en Union Soviétique, où nombre d'entre eux seront victimes des purges staliniennes (tels les anciens secrétaires généraux du KPJ, Filip Filipovic, Sima Markovic, Duro Cvijic, Jovan Malisic, Milan Gorkic).

Le KPJ a participé à la solidarité avec la République espagnole : 1 910 Yougoslaves participeront aux Brigades Internationales, 710 survivront... Blagoje Parovic membre du Comité central du KPJ, commissaire politique de la 13^e brigade, sera tué devant Madrid. 238 anciens Brigadistes yougoslaves, dont beaucoup auront transité par les camps d'internement du sud de la France, seront présents dans les rangs des partisans en Yougoslavie ; 65 dans ceux de... la Résistance française. Les effectifs du KPJ sont à la fin 1940 de 7 000 membres, la Jeunesse communiste (SKOJ) en a environ 18 000.

¹⁸ Les Allemands auraient préféré mettre à la tête du N.D.H. le leader du parti croate, Vlatko Macek ; lequel refusa.



En bleu, la «République d'Uzice» (27 septembre-29 novembre 1941), en rose, la «République de Bihać» (novembre 1942-janvier 1943)

L'occupation de la Yougoslavie et son démembrement, la mise en place des régimes collaborateurs répressifs vont susciter presque immédiatement une entrée en résistance sous forme de détachements armés. Ceux, nous l'avons vu, du mouvement des Partisans, formé à l'initiative du Parti communiste (KPJ), sous la conduite de Tito²⁴, et qui prendra le nom de «Détachements partisans de libération populaire de Yougoslavie» (*Narodnooslobodilacki partizanski odredi Jugoslavije*, NOPOJ)²⁵ et ceux formés par des militaires de l'armée royale refusant la capitulation et la création de l'Etat croate, nationalistes, monarchistes... et anticommunistes, les *Tchetniks* ; officiellement, l'«Armée yougoslave dans la patrie» (*Jugoslovenska vojska u otadžbini*, JVO), sous le commandement du général Draža Mihailovic.

Les deux courants – qui déclenchent des actions armées dès juin-juillet 1941 en Serbie, en Dalmatie, en Croatie, vont coopérer au début du soulèvement, ce qui va permettre à l'automne la mise en place, à partir du 24 septembre 1941, d'une vaste zone «libérée», à cheval sur le Centre-ouest de la Serbie, l'Est de la Bosnie et l'Herzégovine ; la «République d'Uzice», dont les Allemands, massant 5 divisions, reprendront – par une offensive du 25 novembre au 1^{er} décembre – le contrôle.

Face au développement de la Résistance et à l'élargissement de ses bases d'opération, avec les refuges que lui offrent les zones montagneuses de Bosnie et d'Herzégovine, les Allemands, en coopération avec les Italiens (jusqu'en 1943), les forces des régimes collaborateurs de Croatie (NDH) et de Serbie, et de plus en plus souvent des... *Tchetniks*²⁶, vont, après celle menée contre la «République d'Uzice», monter – avec chars et aviation – jusqu'en 1944 des opérations contre les Partisans. En janvier 1942 dans l'Est de la Bosnie, au printemps 1942 («Opération Trio») dans l'Est de la Bosnie, au Sandjak et au Monténégro, contre la «République de Bihać», dans le sud-est bosniaque en mai-juin 1943, sur la côte adriatique fin 1943, au 2^e trimestre 1944 en Bosnie occidentale... Meurtrières, toutes échoueront à briser les Partisans.

²⁴ Tito : pseudonyme de Josip Broz, Croate, né en 1892 d'un père croate et d'une mère slovène, depuis 1940 le secrétaire général du Parti communiste yougoslave (KPJ).

²⁵ En novembre 1942, le nom officiel deviendra «Armée de libération nationale et détachements de partisans de Yougoslavie» (NOVJ).

²⁶ Les *Tchetniks* partageront aussi avec les *Oustachis* la responsabilité de massacres croisés de centaines de milliers de civils serbes, croates, musulmans, attirant les haines. Les Partisans rassembleront des Croates, Serbes et Musulmans.

TERRE DE RESISTANCE

La Bosnie-Herzégovine, par sa position centrale en Yougoslavie et le relief montagneux d'une grande partie de son territoire, propice au combat de guérilla et à l'implantation de maquis et zones libérées, aura eu dès 1941 – les premiers combats contre les exactions oustachies contre les Serbes commencent le 3 juin en Herzégovine, le 27 juillet 1941 dans le sud-ouest de la Bosnie²⁷ – une place importante dans la lutte antifasciste et de Libération nationale des peuples de Yougoslavie ; avec notamment – nous l'avons vu – la République d'Uzice.

En novembre 1942, après avoir libéré une grande partie de l'Ouest bosniaque et des zones contigües de Dalmatie et de Croatie, les Partisans sont entrés le 4 novembre dans la ville de Bihać, qui va devenir la capitale de la «République de Bihać», zone libérée de 50 000 km².

C'est dans cette ville que vont se réunir les 26 et 27 novembre une soixantaine de délégués représentant les Partisans de Croatie, de Serbie, du Monténégro, du Sandjak et de Voïvodine et de Bosnie-Herzégovine (17 délégués). Ils vont créer le «Conseil antifasciste pan-yougoslave pour la libération nationale de la Yougoslavie» (*Antifasisticko vijeće narodnog oslobodenja Jugoslavije*, l'AVNOJ).

Va être élu à la présidence de l'AVNOJ, Ivan Ribar, un vétéran de la vie politique, ancien parlementaire sous l'Empire Austro-Hongrois et qui avait été en 1920 Président de l'Assemblée constituante du Royaume des Serbes-Croates-Sloènes, avec à ses côtés comme vice-présidents Pavle Savic et Nurija Pozderac²⁸.

C'est dans une autre ville bosniaque, Jajce, que l'AVNOJ tiendra, sous la présidence d'Ivan Ribar, les 29 et 30 novembre 1943, une deuxième session, avec la participation effective de 142 des 303 délégués prévus, dont 46 de Bosnie-Herzégovine.

Alors que la première session de l'AVNOJ à Bihać n'avait avancé qu'une position de principe sur la fédéralisation de la Yougoslavie, la seconde à Jajce en précise la composition en six entités égales en droits : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Sloénie.

Cette session de l'AVNOJ, qui réélit à sa tête Ivan Ribar, nie l'autorité du Gouvernement royal en exil à Londres et s'oppose au retour du roi Pierre II dans le pays²⁹. Et va mettre en place un gouvernement provisoire, le «Comité national de libération de la Yougoslavie» (*Nacionalni Komitet Oslobođenja Jugoslavije*, NKOJ), placé sous la présidence de Tito qui est premier ministre et commissaire à la défense, avec pour vice-premiers ministres les communistes Kardelj (Slovène), Rybnikar et Pijade (Serbe), le Croate Magovac (HSS), et parmi les commissaires (ministres), aux côtés de communistes, des membres du Parti démocrate croate, du Parti Chrétien-social Slovène, du Parti populaire slovène, du Parti démocrate...

Les délégués à cette 2^e session de l'AVNOJ, ont été nommés en Serbie par les unités partisans, le «Comité principal de libération

²⁷ Le 27 juillet est devenu en Bosnie-Herzégovine la date commémorative du soulèvement antifasciste du pays.

²⁸ Pavle Savic, physicien, a travaillé en France à l'Institut du radium avec Frédéric et Irène Joliot-Curie.

²⁹ Nurija Podžerac, enseignant bosniaque, membre de la J.M.O. il sera blessé à mort en juin 1943 lors d'une offensive anti-Partisans.

³⁰ Réfugié à Londres, avec le Gouvernement royal en exil.



«Mort au Facisme, liberté pour le peuple...» Réunion constitutive du ZAVNOBiH

nationale», rassemblant depuis 1941 les «Comités locaux de libération», n'ayant pu du fait de la répression en organiser l'élection. Dans les autres régions, ils le seront par les «Conseils antifascistes» installés en octobre et novembre 1943.

RENAISSANCE DE LA BOSNIE

Ainsi, la réunion constitutive du ZAVNOBiH (*Zemaljsko antifasisticko vijeće narodnog oslobođenja Bosne i Hercegovine*, «Conseil national antifasciste de la libération du peuple de Bosnie-Herzégovine») s'est tenue dans la soirée et la nuit du 25 au 26 novembre 1943, dans la ville Mrkonjić Grad, en Bosnie centrale, avec 247 personnes, dont 193 délégués avec droit de vote.

À l'issue des travaux, ils adoptent une résolution : «Aujourd'hui, les peuples de Bosnie-Herzégovine, par le biais de leur seule représentation politique, qui n'est ni serbe, ni croate, ni musulman, mais aussi serbe, et musulman et croate, la Bosnie-Herzégovine sera libre et jumelée, dans laquelle la pleine égalité et l'égalité de tous les Serbes, musulmans et croates seront assurées à nos peuples dans la construction d'une Yougoslavie fédérale démocratique populaire».

Et ils élisent 173 conseillers, un présidium de 31 membres, avec à sa Présidence un médecin de 62 ans, le Dr Vojislav Kecmanovic (*Dedo*). Il aura pour 1^{er} vice-président Avdo Humo (*Kulturni*), 29 ans, membre du Comité central du CPY et de l'état-major général du NOP pour la BiH, pour 2^e vice-président Aleksandar Preka, ancien député du Parti Paysan Croate (HSS), pour 3^e vice-président Duro Pucar (*Star*), membre du Comité central du KPJ, qui se rendit à Banja Luka, d'où il prépara le soulèvement en Krajina bosniaque, qu'il dirigea plus tard (il était membre de l'état-major principal de la guerre de libération nationale pour la Bosnie-Herzégovine) ; et pour secrétaire Hasan Brkic (30 ans), membre du KPJ, ancien Commissaire politique adjoint de la 6^e brigade de prolétarienne de Bosnie orientale et Commissaire politique de la 27^e Division de la Bosnie orientale.

LE ZAVNOBiH tiendra une 2^e session du 30 juin au 2 juillet 1944, adoptant une «Déclaration sur les droits des citoyens de Bosnie-Herzégovine».

En avril 1945, l'«Etat fédéral de Bosnie et Herzégovine» (*Federalna Drzava Bosna i Hercegovina*) sera proclamé – dans Sarajevo, libérée le 6 avril – comme entité constitutive de la «Yougoslavie démocratique et fédérale»³⁰. Les Partisans auront eu 305 000 morts dans la lutte de Libération...

³⁰ Après la proclamation le 29 novembre 1945 de la République en Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine en son sein prendra le nom de «République populaire de Bosnie-et-Herzégovine», elle le changera en 1963 en «République socialiste de Bosnie-et-Herzégovine», qu'elle gardera jusqu'à la dislocation de la Yougoslavie en 1992, élevant alors l'adjectif «socialiste» de son nom.

NOS DEUILS

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrerent leurs efforts

Alfred ROLLAND (Isère)

Né le 26 septembre 1927 à Romans (Isère), il est le fils de Joseph Rolland, militant communiste gravement blessé en 1934 à Grenoble lors d'une manifestation antifasciste ; et qui sera condamné en août 1939 à un mois de prison dans le contexte de la répression qui s'amorce en liaison avec le Pacte germano-soviétique. Son père étant alors prisonnier de Guerre, Alfred Rolland entrera en Résistance dès 16 ans, ses premiers actes consistant à distribuer des journaux clandestins et à transporter des ramettes de papier pour l'impression de tracts. Il deviendra agent de liaison, notamment avec le maquis des Marcellières. Le 3 mars 1944, il rejoint le 3^e bataillon FTPF-FFI sur le secteur de Proveysieux-en-Chartreuse et participe à ses opérations : sabotages des voies de chemin de fer, ponts, câbles de téléphone, pylônes électriques, récupération de fonds. C'est à la suite de la récupération de la paye de l'usine des Tissages de la Monta qu'il est arrêté avec son chef par les gendarmes, puis libéré par ses camarades. Avec son père Joseph, rentré en France, il gagne le maquis en juin 1944 et participera avec ses camarades maquisards à la libération de Saint-Egrève. Après la Libération, il travaille comme plombier, se marie, a quatre enfants. À la retraite il va se consacrer à transmettre l'histoire de la Résistance et témoignera dans les lycées, collèges et, depuis quelques années, également dans les écoles primaires dans tout le département. Il intervient dans des événements organisés par le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère. Elu de nombreuses années au Conseil Municipal de Saint-Egrève, il est à l'origine, il y a 35 ans, de la «Foulée du Souvenir», une course dans Saint-Egrève qui passe par les rues aux noms de Résistants. En 1994, il publiera «La Résistance aux portes de Grenoble – Le 3^e bataillon FTPF-FFI de Chartreuse», et un autre livre, «La Mémoire des rues de Saint-Egrève», republié en septembre 2019 sous le titre «Saint-Egrève, Résistance et mémoire des rues», réactualisé avec des photos et des notices consacrés aux héros dont les noms sont présents sur les plaques de rues de la ville. Il est aussi à l'origine de la «Sentinelle de la Mémoire» inaugurée le 11 octobre 1997, monument érigé à Saint-Egrève, qui rappelle que des hommes et des femmes du 3^e Bataillon FTPF ont participé très activement à la Résistance, quelques-uns jusqu'au sacrifice de leur vie. Il participe activement, depuis leur création, aux «chemins de la Mémoire à Grenoble» organisés par la Ligue de l'Enseignement. Son souci de transmission de la mémoire l'avait conduit à rejoindre les Associations de mémoire, en premier lieu l'ANACR – continuatrice de l'Association des anciens FTPF et membres du Front National clandestin – dont il deviendra en 1998, lors de son congrès de Chambéry, membre du Conseil National, et en 2000, au congrès de Saint-Brieuc, membre du Bureau National, le restant jusqu'à son congrès de Dax en 2017, accédant alors à l'honorariat. Il était Président départemental de l'Amicale des FTPF-FNR de l'Isère, président d'hon-

neur de l'UFAC-Isère et Vice-Président départemental de l'ANACR-Isère.

Pierre JOUVIN (Seine-Maritime)

Né en mai 1927, Pierre Jouvin est le fils de Louis et Yvonne Jouvin, militants communistes du Grand-Quevilly, dans la banlieue rive gauche de Rouen. Louis Jouvin fut arrêté dans la nuit du 20 octobre 1941, après avoir participé au déraillement d'un train militaire allemand à l'entrée du tunnel de Pavilly, au nord de Rouen. Déporté à Auschwitz, il surviva à sa déportation et sera élu maire de Grand-Quevilly, de mai 1945 à 1947. La mère de Pierre, Yvonne Jouvin, militante communiste et de l'Union des Jeunes Filles de France (UJFF), organisa des manifestations de femmes quevillaises qui, en 1942, réussirent à pénétrer dans l'entrepôt des subsistances allemandes de Quevilly pour y dérober, sous les yeux des sentinelles allemandes, le pain et les denrées dont leurs familles sont privées. Recherchée et contrainte à la clandestinité, elle poursuivit son travail d'agent de liaison dans la Résistance dans l'Oise, la Somme et l'Aube. À peine âgé de quinze ans, Pierre se retrouve seul pour subvenir à ses besoins, jusqu'en 1944, quand sa mère réussit à le confier à une famille de Résistants de l'Oise, la famille d'Albert Piar. Avec leur groupe de Francs-tireurs et partisans (FTP-FFI), il participe à la libération de la ville de Thourotte par les Américains, réussissant à faire un prisonnier allemand. Âgé de dix-sept ans depuis mai, il s'engage dans l'Armée de Libération nationale, «pour la durée de la Guerre». Après une courte formation dans la région de Caen, il monte participer au siège de Dunkerque, et participera à la Libération de la ville le 8 mai 1945. De retour à la vie civile, il fonde une famille et continue de lutter pour ses idées. Militant au Parti communiste, prenant des responsabilités au sein du Mouvement Espérantiste international pour la Paix, il va s'investir dans le devoir de mémoire. Ainsi, avec les Résistants anciens déportés Robert Gaillard, Germaine Pican et Lucien Ducastel, il organise le 26 juin 1960 au Petit-Quevilly, la première rencontre des survivants des convois de déportation vers Auschwitz dits des «45 000» et des «31 000», il s'attachera particulièrement à perpétuer la mémoire des jeunes combattants du maquis de Barneville. En 2017, il publiera un livre de souvenirs, «La Wehrmacht a volé mon vélo». Pierre Jouvin eut aussi des responsabilités à la tête du Comité départemental de Seine-Maritime de l'ANACR, à sa trésorerie, à son secrétariat, à sa présidence.

Henri GOUNET (Corrèze)

Âgé de 15 ans en 1942, orphelin de père et sa mère travaillant à Paris, Henri était interne au lycée, souvent tirailé par la faim en cette période de restrictions imposées par le régime de Vichy au service de l'occupant nazi. Comme il avait demandé à partir travailler, son grand-père l'avait placé comme valet de ferme sur la commune de Lascaux et c'est ce qui a déterminé ses choix de grand adolescent ; car cette ferme accueillante apportait son aide aux Maquis alors en

à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

cours de formation : il a d'abord porté le ravitaillement et le courrier personnel de certains maquisards à un point de rencontre dans les bois voisins, puis à la fin de 1943, il a participé comme guetteur à des sabotages et des coups de main, tout en continuant à travailler à la ferme. Quand, au printemps de 1944, la division Brehmer a lancé ses opérations de répression des Maquis en Basse-Corrèze, on lui a conseillé de partir se cacher avec des maquisards qui faisaient partie du détachement «Jean Robert», de la 23.5^e Compagnie des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF) du sous-secteur B de Basse-Corrèze. Sous le pseudonyme de «Ledur», Henri a participé de façon permanente jusqu'à la Libération, à toutes les opérations, comme la récupération d'armes, le transport de munitions, les attaques de convois allemands avec embuscades sur les axes routiers, les sabotages ferroviaires répétés sur la ligne Paris-Toulouse entre Vigeois et Brive, puis l'aide à la libération de Brive et de Tulle en août 1944. Après la libération de la Corrèze, malgré son jeune âge et sa reconnaissance comme soutien de famille, il est rattaché au 21^e bataillon (FFI) sous les ordres de Michel Baluze alias «Mammouth», et participe à la campagne de la Pointe de Grave dans la zone de Port-Richard. Mais, lorsqu'il est question d'aller poursuivre les Allemands jusqu'en Alsace et au-delà, Michel Baluze lui conseille de rentrer en Corrèze. Il est démobilisé à 17 ans, le 12 décembre 1944. À la retraite, il s'investira un peu plus dans le comité ANACR d'Objat, en assurant le secrétariat, et sera l'initiateur de la 1^{re} exposition sur la Résistance dans ce secteur en 1992, qui a été présentée et commentée aux enfants des écoles. Il mena aussi à bien la création et la pose de la stèle des Mairiens en 2002 en demandant aux Ami(e)s de la Résistance de réaliser à cette occasion une exposition centrée sur le groupe «Jean Robert». À l'ANACR-Corrèze, il était un des derniers Résistants membre du Conseil départemental, où il représentait assidûment son comité du secteur d'Objat, jusqu'à ce que ses problèmes de santé le lui interdisent, restant en contact par internet pour être informé de l'activité du comité départemental. Lors des réunions, par sa rigueur intellectuelle, sa parole portait pour maintenir le cap fixé par les statuts de l'ANACR dans l'esprit de la Résistance. Il avait participé avec enthousiasme au congrès national de Brive en 2014 et, après le décès du co-président départemental Jean Maison en 2016, s'il avait décliné, pour raisons de santé, une proposition de prendre sa succession, il avait accepté une vice-présidence pour représenter en cas de nécessité le Président sur le secteur de la Basse-Corrèze. Titulaire de la Médaille commémorative française de la Guerre 1939-1945 avec barrette «Libération», il faisait partie de ces Résistants que l'Etat n'a pas su ou voulu honorer à la hauteur de leurs mérites, comme le demandait l'ANACR ; mais qui, comme lui, ne demandaient rien : il avait, disait-il «fait son devoir, un point c'est tout» !

Mon grand-père, Innocent TODESCO, a été un Résistant de 14 ans, à Barjols, dans le Var. Il a donné de nombreux témoignages, en école et en commémoration. Y a-t-il possibilité d'avoir des documents sur lui et ses actions (témoignages écrits, filmés, vidéo, photo, etc.) ? Je sais par exemple qu'il a caché des armes, gardé des prisonniers...

Il nous a quittés il y a douze ans, et j'aimerais préserver sa mémoire. Merci pour toute aide.

Contacteur Jérôme MORANTON
1748, rue des abbesses.
SAINT-JEROME, QUEBEC (Canada)
Tél. : 4506024787
E-mail : tessfamily@hotmail.fr

J'ai appris que la marraine de mon grand-père a été décorée par le général Leclerc pour ses faits de Résistance. Elle possédait une imprimerie à Bécon-les-Bruyères, à Courbevoie, et elle se prénommait Rose LEVEAUX. Je n'ai pas plus d'information mais j'aimerais en obtenir. Si vous avez une piste pour mes recherches ça serait génial !

Je suis aussi l'arrière-petit-fils de Max BOUSQUET, qui habitait au mont Valérien et qui aurait résisté pendant la Seconde Guerre mondiale. Si quelqu'un a des informations à son sujet également, ou une piste, j'en serais ravi !

Contacteur François BOUSQUET
70 avenue Gambetta - 92400 COURBEVOIE
Téléphone : 06 46 79 14 15
E-mail : franbousquet@outlook.fr

J'ai l'intention d'écrire un livre sur la vie de mon arrière-grand-père résistant et c'est précisément dans le cadre de mes recherches préliminaires que je me tourne vers vous. Je dispose déjà d'un certain nombre d'informations à son sujet, mais je reste évidemment intéressé par toute information complémentaire !

Existerait-il des archives relatives aux FTP ou plus largement à la Résistance que je pourrais consulter ? Je sais par ailleurs qu'il existe des archives recensant les détenus de la Prison Montluc, mais qu'en est-il des prisonniers de l'École du Service de santé militaire, avenue Berthelot (Lyon) ?

Où pourrais-je trouver des informations relatives à la réunion du comité militaire inter-régional qui s'est tenue le 15 mai 1944 au 1, Grande Rue de Saint-Clair (Caluire-et-Cuire) ?

Merci d'avance pour tout renseignement
Contacteur Simon ISABELLA
THONON-LES-BAINS
Tél. : 07 83 42 45 83
E-mail : simon.isabella74@gmail.com

Je recherche des informations sur le Maquis «Fracasse» (FTPF), commandé par Abel Pinaud, qui a opéré autour de Montmorillon (Vienne) entre Janvier et Septembre 1944, avec plusieurs autres maquis. Merci pour toute aide.

Contacteur : Jean-François BRISSONNET
6 rue des Chanterelles. 31820-PIBRAC
Tél. : 06 87 25 00 01
E-mail : jf.brissonnet@wanadoo.fr

À la recherche de ma famille, je n'ai que peu de renseignements sur mon arrière-grand-père, Charles MAZERON, né le 2 janvier 1883 (je ne suis pas très sûre de la date) marié à Saint-Ouen, son adresse - mentionnée sur une carte (matricule 1307) d'appartenance au mouvement «Ceux de la libération-Vengeance», auquel il a dû adhérer au moins jusqu'en 1947, car il y a les tampons - étant alors 64 rue Arago, Saint-Ouen. Je cherche aussi son acte de naissance, de mariage, de décès car, sur les sites de généalogie, c'est comme s'il n'avait pas existé ! Merci à qui pourra m'aider !

Contacteur : Catherine PHISTER
13, la Grande Genete - 85190 AIZENAY
Tél. : 06 70 69 00 62
E-mail : aji17cati@gmail.com

Je reconstitue les parcours de mon grand-père, Marcel COUVRI et de mon oncle André LOMBARD. Le 1^{er} a disparu à Neuengamme ; le second était militaire, et a été prisonnier dans les Stalags pendant la guerre. Auriez-vous des pistes / sites / ouvrages à me proposer ? Merci beaucoup pour votre aide

Contacteur : Patrice FLORET
21 Rue Renoir - 95520-OSNY
Tél. : 06 85 37 78 01
E-mail : patrice.floret@gmail.com

Ma grand-mère, Joséphine BONNET, habitant à Eglise-Neuve-de-Vergt (Dordogne), a fourni l'alimentation nécessaire à Mme BLAUTH, placée dans une famille (Faure) à Saint-Capraise-de Lalinde. Ce qui est attesté par un courrier rédigé en mars 1941 par Madame Caroline RHEIN, fille de Madame Blauth. A cette date, Madame Rhein indique qu'elle part se mettre en sécurité à Lyon... !

Afin de compléter ce moment d'histoire humaine, je recueille tous renseignements

relatifs à cet épisode. Existe-t-il des descendants de cette famille Blauth-Rhein ? Merci d'avance pour tout renseignement.

Contacteur Gérard BONNET
16, impasse Gabriel Lacueille
24000 PERIGUEUX
E-mail : mgbonnet@wanadoo.fr

Marie-Marguerite Duchamp, née Devèze, j'ai retrouvé des photos de ma tante, Marcelle DEVEZE, née le 16 janvier 1905 à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard). Des photos prises lors d'un ravivage de la Flamme à l'Arc-de-Triomphe le 1^{er} octobre 1956 par le Groupe «Vengeance», qui attestent sa participation à la Résistance.

Je souhaiterais en savoir plus sur son action au sein de la Résistance et serai reconnaissant à toute personne pouvant m'en dire plus à cet égard.

Contacteur : Marie-Marguerite DUCHAMP
18 bis Boulevard de la Chapelle
75012-PARIS
Tél. : 09 82 07 93 67
E-mail : roduchamp@orange.fr

Je recherche des renseignements, documents, photos concernant mon père, René GRABIT, résistant dans la Drôme du sud. Né en 1921, il était dans l'aviation, d'abord à la base de Salon de Provence, puis à la base du Luc. En décembre 1942, il était gendarme à Bourdeaux et a rejoint la Résistance (FTP) début 1943, dans un premier temps en restant gendarme jusqu'à ce que cela «sente le roussi» pour lui, et à rejoint le maquis en juin 44. Je sais qu'il a participé à la bataille de Montélimar, et par la suite à celle de Termignon, et a formé avec d'autres Résistants le 159^e Régiment d'infanterie de montagne. Il était sous-lieutenant à titre FFI en septembre 1944.

Contacteur : Bernard Grabit
E-mail : bernard.grabit@wibox.fr

SOUSCRIPTION NATIONALE

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de Covid-19 a bouleversé notre vie familiale, notre vie professionnelle, notre vie sociale Elle a hélas entraîné - et continue à entraîner - la disparition de parents, d'amis, de collègues de travail, elle a conduit à la prise de mesures sanitaires restrictives qui ont affecté notre vie personnelle et collective.

Ainsi, en a-t-il été de la vie associative dans la période de confinement total, de restrictions de déplacement, de limitation de réunion. Cela a conduit à la décision obligée de reporter à octobre 2021 le congrès de l'ANACR prévu initialement à octobre 2020. Il en a été de même pour nombre de comités locaux et départementaux de l'ANACR qui n'ont pu se réunir, sauf parfois dans des conditions très restreintes, tout en assurant la représentation aux cérémonies (27 mai, 8 mai, 18 juin, Libération de Paris et des départements, cérémonie Fabien...).

Cela a retardé la collecte des cotisations annuelles, et leur transmission - avec les abonnements au *Journal de la Résistance* - à la Direction nationale de l'ANACR, qui de ce fait - elle ne reçoit aucune subvention - est confrontée à des difficultés financières inhérentes.

C'est pourquoi est extrêmement précieuse l'aide apportée, en participant à la souscription nationale, par plusieurs comités locaux et départementaux de l'ANACR, ainsi que personnellement par plusieurs camarades, que nous remercions tous chaleureusement :

Comité départemental de l'Aisne : 100 € ; Comité régional d'Alsace : 100 € ; Comité départemental de l'Ariège : 200 € ; Comité départemental de l'Aude : 50 € ; Comité départemental de Corse-du-Sud : 150 € ; Comité départemental de la Creuse : 50 € ; Comité local de Fursac (Creuse) : 50 € ; Comité local de Montignac (Dordogne) : 200 € ; Annie Pez (Drôme) : 150 € ; Comité départemental du Finistère : 300 € ; Comité départemental du Gers : 300 € ; Comité départemental des Landes : 400 € ; Comité départemental du Loir-et-Cher : 500 € ; Jacques Chantre (Lot-et-Garonne) ; Comité départemental de Lozère : 200 € ; Francis Chevalier : 70 € (Nord) ; Comité départemental des Hautes-Pyrénées : 1 000 € ; Comité départemental de Savoie : 500 € ; Comité départemental de Haute-Savoie : 1 000 € ; Comité du Tarn : 300 € ; Comité départemental du Vaucluse : 200 € ; Comité local de Pernes-les-Fontaines (84) : 200 € ; Comité local de Bollène (84) : 200 € ; J.V. (Essonne) : 150 € ; Comité départemental des Hauts-de-Seine : 100 €. **Total : 6 720 €**

LES REVUES

RÉSISTANCE ISÈRE

Publié par l'ANACR Isère

Après un premier n° 0 d'essai réalisé en novembre 1969, le n° 1 du *Journal de la Résistance* de l'Isère parut le 1^{er} mars 1970, année du 25^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme. Depuis, ayant en 1993 modifié son titre en *Résistance Isère*, le journal, à parution trimestrielle, a publié 201 numéros durant ses cinquante années d'existence jusqu'à cette fin 2020.

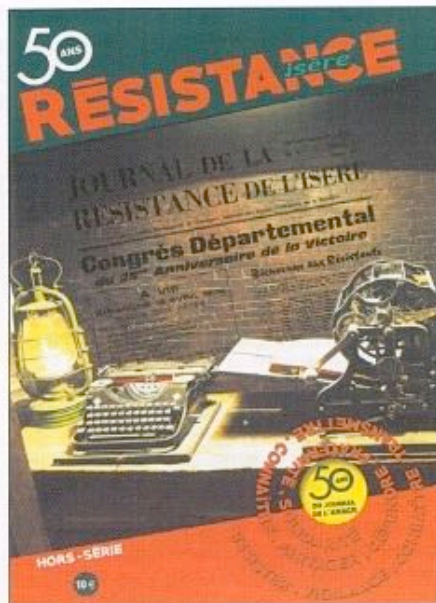
Le hors-série «50 ans du Journal de l'ANACR», plaquette de 64 pages publiée à l'occasion de ce 50^e anniversaire par le comité départemental de l'ANACR, retrace avec une importante iconographie ce que furent ces cinquante ans du journal, intimement lié à son action, à tous les combats menés par le Comité, par l'ANACR nationale.

Est ainsi retracé en prologue l'historique de l'ANACR, ayant pris en 1952 et 1954 son nom et ses caractéristiques perdurant jusqu'à nos jours, en dépassement et élargissement de l'«Association des Amis des Francs-Tireurs et Partisans Français» créée le 2 mars 1945. Sont rappelées les batailles de l'ANACR contre la réintégration de militaires nazis dans l'OTAN, pour le jugement des criminels de guerre nazis et des collaborateurs pétainistes, pour les droits des Résistants, pour le maintien de la date commémorative du 8 mai, l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance, faire vivre le Concours National de la Résistance et de la Déportation, la lutte contre la résurgence de l'extrême-droite, celles menées pour la Paix et la solidarité.

Ces batailles, ces luttes menées depuis la naissance de l'ANACR par des dizaines de milliers de Résistantes et de Résistants rassemblés en son sein, que vinrent rejoindre en nombre depuis les années soixante les «Ami(e)s de la Résistance» qui assurent chaque jour davantage la poursuite de leur combat.

La plaquette «50 ans du Journal de l'ANACR» rend hommage à ces femmes et ces hommes, rappelle le rôle sur le plan national de Pierre Villon et Charles Fournier-Bocquet, évoque sur le plan départemental les noms de Charles Katz, qui fut le premier président du Comité départemental ANACR de l'Isère, d'Albert Michallon, Raymond Périnetti, Marin Dentella, Pierre Fugain, Gabriel Madeva, Pierre Mathieu, André Jarrand, Jean Cerantola, Martine Peters et Denise Meunier, qui lui ont succédé jusqu'à nos jours. Elle donne la parole aussi aux témoins, Résistantes et Résistants isérois porteurs de la mémoire vivante des combats de la Résistance, à des passeurs de mémoire que sont les Ami(e)s de la Résistance qui font vivre le comité départemental ANACR et animent son action.

«50 ans du Journal de l'ANACR» consacre aussi des pages thématiques à «la place des femmes dans la Résistance», à l'enseignement de la Résistance, au Concours National de la Résistance et de la Déportation, au Musée de la Résistance et de la



Déportation de l'Isère, au CNR, aux «luttes contre l'extrême-droite», aux «Ami(e)s de la Résistance», aux Associations amies et partenaires de l'ANACR, à la notion contemporaine de résistance. Et à des portraits de Résistantes et Résistants, à des interviews de militants de la mémoire, de jeunes adultes, de l'historien Gil Emprin.

Une chronologie parallèle de la France, de Grenoble et de l'Isère dans la Seconde Guerre mondiale, une bibliographie nationale et Rhône-Alpes, ainsi que des cartes d'implantation des maquis A.S. et F.T.P.F., complètent utilement l'ouvrage.

Un ouvrage salué avec le rôle de l'ANACR par le maire de Grenoble, le Président du Conseil départemental et le Préfet de l'Isère, Lionel Beffre, qui écrit : «Avec la Mémoire, avec l'Histoire, ce sont en premier des valeurs, bien sûr, qui sont transmises, partagées, entretenues et qui fondent un socle social primordial pour tous nos contemporains. Ce sont également des valeurs portées par notre Etat républicain, héritier du Conseil National de la Résistance».

RÉSISTANCE ISÈRE, Préfates de Lionel Beffre, Préfet de l'Isère, Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental, Eric Piolle, Maire de Grenoble, Martine Peters, Présidente déléguée de l'ANACR-Isère. Hors-série «Spécial 50 ans» du trimestriel, 64 pages. Grenoble, mars 2020. Prix de vente : 10,00 € (frais d'envoi : 3€), chèque à l'ordre de ANACR-Isère, 64 rue Ampère. 38 000 - Grenoble.

PLAQUE-SOUVENIR

rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR
 Contacter STRATI - LUX, Gilles OPPIZI
 11, lotissement Pré Colin, Chalet le Boréon 01460- PORT
 Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)
 E-mail : contact@stratlux.fr - site : http://www.stratlux.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
 à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

75^E ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITÉ 5 € ; PAR 100 : L'UNITÉ : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITÉ 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
 pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
 Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
 Par 100 : 2€ l'exemplaire
 à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION
 79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
 Tél. : 01 44 64 90 06 - LCL : 5236 S
 e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 15 €
 Etranger 17 €
 Abonnement de soutien 30 €
 Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
 Le gérant : Charles SANCET
 Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
 3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
 Tél. : 01.40.03.96.60